

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE DU MALI

TARIFS DES ABONNEMENTS		TARIFS DES INSERTIONS		OBSERVATIONS
	Un an	6 mois	La ligne.....	Prix au numéro de l'année courante.....500F
			.....400 F	Prix au numéro des années précédentes.....600F
Mali .....	20.000 F	10.000 F	Chaque annonce répétée.....	Les demandes d'abonnement et les annonces
Afrique.....	35.000 F	17.500 F	.....moitié prix	doivent être adressées au Secrétariat Général
Europe.....	38.000 F	19.000 F	Il n'est jamais compté moins de 2.000 F pour les annonces.	du Gouvernement-D.J.O.D.
Frais d'expédition.....	13.000 F			Les abonnements prendront effet à compter de
				la date de paiement de leur montant. Les abon-
				nements sont payables d'avance.

## SOMMAIRE

### ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

#### DECRETS

**27 février 2015-Décret n°2015-0123/PM-RM** portant nomination du Directeur des Ressources humaines du Secteur des Affaires étrangères et des Maliens de l'Extérieur..... **p. 644**

**Décret n°2015-0124/PM-RM** portant nomination de Directeurs de Cabinet des Gouverneurs de Région..... **p. 644**

**Décret n°2015-0125/PM-RM** portant nomination de Conseillers aux Affaires administratives et juridiques des Gouverneurs de Région..... **p. 645**

**27 février 2015-Décret n°2015-0126/PM-RM** portant nomination de Préfets..... **p. 646**

**Décret n°2015-0127/PM-RM** portant ratification du Protocole à l'acte constitutif de l'Union africaine sur le Parlement panafricain (PAP), adopté par la 23<sup>ème</sup> session ordinaire de la conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, tenue à Malabo (Guinée équatoriale), le 27 juin 2014..... **p. 647**

**Décret n°2015-0128/PM-RM** portant ratification de la Convention portant création du G5 Sahel, adoptée à Nouakchott, le 19 décembre 2014, par la conférence des Chefs d'Etat du G5 Sahel..... **p. 648**

**SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT**

**27 février 2015-Décret n°2015-0129/PM-RM** portant ratification de l'Accord de prêt, signé à Bamako, le 17 décembre 2014 entre le Gouvernement de la République du Mali et le Fonds Africain de Développement (FAD) en vue du financement du Programme d'Appui d'Urgence à la Gouvernance et à la Reprise Economique (PAUGRE).....p. 648

**Décret n°2015-0130/P-RM** portant ratification de l'Accord de prêt, signé à Bamako, le 22 décembre 2014 entre le Gouvernement de la République du Mali et le Fonds koweïtien pour le Développement économique arabe, en vue du financement partiel du projet d'achèvement de modernisation et d'extension de l'Aéroport international de Bamako-Senou.....p. 649

**Décret n°2015-0131/PM-RM** portant approbation du marché relatif au recrutement de SOS Sahel en qualité de maître d'ouvrage délégué pour la mise en œuvre de la sous composante 2.2 concernant les activités productives collectives et de la composante 3 sur l'engagement communautaire et gouvernance locale du Projet de Reconstruction et de Relance Économique (PRRE).....p. 650

**Décret n°2015-0132/PM-RM** portant approbation du marché relatif au recrutement de la FAO en qualité de maître d'ouvrage délégué pour la mise en œuvre de la sous composante 2.1 concernant la restauration immédiate des actifs de production des ménages vulnérables du Projet de Reconstruction et de Relance Economique (PRRE).....p. 650

**Décret n°2015-0133/PM-RM** portant approbation du marché relatif au recrutement de l'ONG CARE international en qualité de maître d'ouvrage délégué pour la mise en œuvre de la sous composante 2.2 concernant les activités productives collectives et de la composante 3 sur l'engagement communautaire et gouvernance locale du Projet de Reconstruction et de Relance Economique (PRRE).....p. 651

**Décret n°2015-0134/PM-RM** portant approbation de l'avenant n°2 à la convention de concession pour la construction et l'exploitation de la centrale thermique au fuel lourd en boot à Kayes par l'opérateur Albatros ENERGY SA.....p. 651

**4 mars 2015-Décret n°2015-0135/PM-RM** portant nomination d'un Chargé de Mission au Cabinet du Premier ministre.....p. 652

**Décret n°2015-0136/PM-RM** portant nomination au Cabinet du Premier ministre.....p. 652

**Décret n°2015-0137/PM-RM** portant abrogation des décrets de nomination auprès du Haut Représentant du Président de la République pour le dialogue inclusif intermalien.....p. 653

**5 mars 2015-Décret n°2015-0138/PM-RM** portant désignation d'un fonctionnaire de police à la Mission des Nations-Unies pour la Stabilisation du Congo (MONUSCO).p. 653

**Décret n°2015-0139/PM-RM** portant abrogation de dispositions du décret n°2015-0076/PM-RM du 18 février 2015 portant nomination au Cabinet du Premier ministre.....p. 654

**Décret n°2015-0140/PM-RM** portant nomination du Directeur administratif et financier de la Primature.....p. 654

**Décret n°2015-0141/PM-RM** portant nomination du Coordinateur du Conseil national pour la Réforme du Secteur de la Sécurité.....p. 654

**Décret n°2015-0142/PM-RM** portant nomination au Ministère de la Sécurité et de la Protection civile.....p. 655

**Décret n°2015-0143/PM-RM** portant nomination d'un Sous-directeur administration Personnel et Finances à la Direction centrale des Services de Santé des Armées.....p. 655

**Décret n°2015-0144/PM-RM** portant nomination au Cabinet du Ministère de la Défense et des Anciens combattants..p. 656

**Décret n°2015-0145/PM-RM** portant nomination de Conseiller technique au Secrétariat général du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme.....p. 656

**Décret n°2015-0146/PM-RM** portant nomination de Professeurs.....p. 657

**Décret n°2015-0147/PM-RM** portant nomination d'Inspecteurs à l'Inspection des Domaines et des Affaires foncières....p. 657

- 5 mars 2015-Décret n°2015-0148/PM-RM** portant nomination de Conseillers techniques au Secrétariat général du Ministère du Développement rural.....p. 658
- Décret n°2015-0149/PM-RM** portant nomination du Directeur national du Génie rural.....p. 658
- Décret n°2015-0150/PM-RM** portant nomination du Directeur national des Productions et Industries animales.....p. 659
- Décret n°2015-0151/P-RM** portant nomination d'un Chargé de Mission au Cabinet du Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation...p. 659
- Décret n°2015-0152/PM-RM** portant nomination du Secrétaire particulier du Ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et de la Coopération internationale.....p. 660
- Décret n°2015-0153/PM-RM** portant nomination au Cabinet du Ministère de la Sécurité et de la Protection civile.....p. 660
- Décret n°2015-0154/PM-RM** portant nomination du Directeur des Finances et du Matériel du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme.....p. 661
- Décret n°2015-0155/PM-RM** portant nomination d'un Conseiller consulaire à l'Ambassade du Mali à Brazzaville...p. 662
- Décret n°2015-0156/PM-RM** portant nomination du Directeur des Finances et du Matériel du Ministère de la Sécurité et de la Protection civile.....p. 662
- Décret n°2015-0157/PM-RM** portant nomination au Ministère du Commerce et de l'Industrie.....p. 662
- Décret n°2015-0158/PM-RM** portant nomination d'un Conseiller technique au Secrétariat général du Ministère des Maliens de l'Extérieur.....p. 663
- Décret n°2015-0159/PM-RM** portant nomination d'un Inspecteur à l'Inspection de l'Équipement et des Transports.....p. 664
- Décret n°2015-0160/PM-RM** portant nomination du Directeur du Centre national de Documentation, d'Information sur la Femme et l'Enfant.....p. 664
- 05 mars 2015-Décret n°2015-0161/PM-RM** portant nomination de Conseillers techniques au Secrétariat général du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.....p. 665
- Décret n°2015-0162/PM-RM** portant attribution de distinction honorifique à titre étranger.....p. 665
- Décret n°2015-0163/PM-RM** portant approbation de la Convention de partage de production entre le Gouvernement de la République du Mali et la Société Compass Energy Ressources PLC portant sur le bloc 11 du graben de Gao pour la recherche, l'exploitation, le transport et le raffinage des hydrocarbures liquides ou gazeux.....p. 665
- Décret n°2015-0164/PM-RM** portant abrogation du Décret n°00-548/P-RM du 02 novembre 2000 portant nomination du Directeur général de l'Agence nationale d'Investissement des Collectivités territoriales.....p. 666
- Décret n°2015-0165/PM-RM** portant abrogation de décrets portant nomination au Ministère des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et de la Coopération internationale.....p. 666
- 6 mars 2015-Décret n°2015-0166/PM-RM** portant abrogation du décret de nomination d'un expert auprès du Haut Représentant du Président de la République pour le dialogue inclusif intermalien.....p. 667
- Décret n°2015-0167/PM-RM** portant création de la Mission universitaire de Tombouctou.....p. 667
- Décret n°2015-0168/PM-RM** portant création de la Mission universitaire de Gao.....p. 668
- Décret n°2015-0169/PM-RM** portant création de la Mission universitaire de Sikasso.....p. 669
- 10 mars 2015-Décret n°2015-0170/P-RM** autorisant le Premier ministre à présider le Conseil des Ministres du mercredi 11 mars 2015..p. 670
- 11 mars 2015-Décret n°2015-0171/P-RM** portant nomination des membres du Conseil d'administration de l'Institut des Sciences humaines.....p. 671

**11 mars 2015-Décret n°2015-0172/P-RM** portant nomination du Directeur général de l'Autorité routière.....p. 671

**Décret n°2015-0173/P-RM** portant nomination du Président Directeur général des Aéroports du Mali.....p. 672

**Décret n°2015-0174/P-RM** portant nomination au Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Population.....p. 672

**Décret n°2015-0175/P-RM** portant nomination à l'Inspection des Finances.....p. 673

**Annonces et communications.....p. 674**

## ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

#### DECRETS

**DECRET N°2015-123/P-RM DU 27 FEVRIER 2015 PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES MALIENS DE L'EXTERIEUR**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance n°09-009/P-RM du 04 mars 2009 portant création des Directions des Ressources humaines ;

Vu le Décret n°09-136/P-RM du 27 mars 2009 modifié, fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement des Directions des Ressources humaines ;

Vu le Décret n°10-203/P-RM du 13 avril 2010 déterminant le cadre organique de la Direction des Ressources humaines du Secteur des Affaires étrangères et des Maliens de l'Extérieur ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Broulaye TRAORE**, N°Mle 0121-138.G, Administrateur civil, est nommé **Directeur des Ressources humaines** du Secteur des Affaires étrangères et des Maliens de l'Extérieur.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 27 février 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre des Maliens de l'Extérieur,**  
**ministre des Affaires étrangères,**  
**de l'Intégration africaine**  
**et de la Coopération internationale par intérim,**  
**Abdrmane Sylla**

**Le ministre des Maliens de l'Extérieur,**  
**Abdrmane SYLLA**

**Le ministre du Commerce et de l'Industrie,**  
**ministre de l'Economie et des Finances par intérim,**  
**Abdel Karim KONATE**

-----  
**DECRET N°2015-124/P-RM DU 27 FEVRIER 2015 PORTANT NOMINATION DE DIRECTEURS DE CABINET DES GOUVERNEURS DE REGION**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu la Loi n°2012-005 du 23 janvier 2012 portant modification de la Loi n°93-008 du 11 février 1993 déterminant les conditions de la libre administration des Collectivités territoriales ;

Vu la Loi n°2012-006 du 23 janvier 2012 portant principes fondamentaux de l'organisation administrative du territoire ;

Vu la Loi n°2012-007 du 7 février 2012, modifié, portant Code des Collectivités territoriales ;

Vu le Décret n°107/P-RM du 28 avril 1983, modifié, instituant l'uniforme réglementaire pour les Inspecteurs de l'Intérieur et le personnel de commandement civil de l'Administration territoriale ;

Vu le Décret n°95-210/P-RM du 30 mai 1995, modifié, déterminant les conditions de nomination et les attributions des représentants de l'Etat au niveau des collectivités territoriales ;

Vu le Décret n°07-142/P-RM du 23 avril 2007 fixant les taux de l'indemnité de représentation et de responsabilité et de la prime de fonction spéciale allouées aux représentants de l'Etat dans les collectivités territoriales ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Sont nommés **Directeurs de Cabinet des Gouverneurs** de Région :

**1. Région de Sikasso :**

- Monsieur **Intalhamt AG ERZAYE**, N°Mle 392-73.H, Administrateur civil ;

**2. Région de Gao :**

- Monsieur **Alassane DIALLO**, N°Mle 449-20.Y, Administrateur civil.

**ARTICLE 2** : Le présent décret qui abroge les dispositions des Décrets ci-après :

- n°2011-131/P-RM du 22 mars 2011 en ce qui concerne Monsieur **Sidi KONATE**, N°Mle 397-83.V, Administrateur civil, en qualité de **Directeur de Cabinet** du Gouverneur de la Région de **Sikasso** ;

- n°2013-284/P-RM du 21 mars 2013 en ce qui concerne Monsieur **Adama KANSAYE**, N°Mle 430-28.G, Administrateur civil, en qualité de **Directeur de Cabinet du Gouverneur** de la Région de **Gao**, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 27 février 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation,**  
**Abdoulaye Idrissa MAIGA**

**Le ministre du Commerce et de l'Industrie, ministre de l'Economie et des Finances par intérim,**  
**Abdel Karim KONATE**

-----  
**DECRET N°2015-125/P-RM DU 27 FEVRIER 2015  
PORTANT NOMINATION DE CONSEILLERS AUX  
AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES  
DES GOUVERNEURS DE REGION**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu la Loi n°2012-005 du 23 janvier 2012, modifié, portant modification de la Loi n°93-008 du 11 février 1993 déterminant les conditions de la libre administration des Collectivités territoriales ;

Vu la Loi n°2012-006 du 23 janvier 2012 portant principes fondamentaux de l'organisation administrative du territoire ;

Vu la Loi n°2012-007 du 7 février 2012 portant Code des Collectivités territoriales ;

Vu le Décret n°107/P-RM du 28 avril 1983 modifié, instituant l'uniforme réglementaire pour les Inspecteurs de l'Intérieur et le personnel de commandement civil de l'Administration territoriale ;

Vu le Décret n°95-210/P-RM du 30 mai 1995 modifié, déterminant les conditions de nomination et les attributions des représentants de l'Etat au niveau des collectivités territoriales ;

Vu le Décret n°07-142/P-RM du 23 avril 2007 fixant les taux de l'indemnité de représentation et de responsabilité et de la prime de fonction spéciale allouées aux représentants de l'Etat dans les collectivités territoriales ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Sont nommés **Conseillers aux Affaires administratives et juridiques des Gouverneurs** de Région :

**1. Région de Kayes :**

- Monsieur **Yaya DIALLO**, N°Mle 380-86.Y, Administrateur civil ;

**2. Région de Sikasso :**

- Monsieur **Dramane COULIBALY**, N°Mle 763-85.G, Administrateur civil ;

**3. Région de Ségou :**

- Monsieur **Abdoulaye Abocar TOURE**, N°Mle 410-57.P, Administrateur civil ;

**4. Région de Mopti :**

- Monsieur **Abdrahamane TANGARA**, N°Mle 763-59.C, Administrateur civil ;

**5. District de Bamako :**

- Monsieur **Bagna Mahamoudou DJITEYE**, N°Mle 735-41.G, Administrateur civil.

**ARTICLE 2** : Le présent décret qui abroge les dispositions des Décrets ci-après :

- n°2013-284/P-RM du 21 mars 2013 en ce qui concerne Monsieur **Intalhant Ag ERSYL**, N°Mle 392-76.M, Administrateur Civil, en qualité de **Conseiller aux Affaires administratives et juridiques** du Gouverneur de la Région de **Kayes** et Monsieur **Seydou Kalifa TRAORE**, N°Mle 430-26.E, Administrateur Civil, en qualité de **Conseiller aux Affaires administratives et juridiques** du Gouverneur du District de **Bamako** ;

- n°2014-0063/P-RM du 05 février 2014 en ce qui concerne Monsieur **Moussa Hameye MAIGA**, N°Mle 430-29.H, Administrateur civil, en qualité de **Conseiller aux Affaires administratives et juridiques** du Gouverneur de la Région de **Sikasso**, Monsieur **Mahamoudou Bagna DJITEYE**, N°Mle 735-41.G, Administrateur civil, en qualité de **Conseiller aux Affaires administratives et juridiques** du Gouverneur de la Région de **Ségou** et Monsieur **Alassane DIALLO**, N°Mle 449-20.Y, Administrateur civil, en qualité de **Conseiller aux Affaires administratives et juridiques** du Gouverneur de la Région de **Mopti**, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 27 février 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre de l'Administration Territoriale**  
**et de la Décentralisation,**  
**Abdoulaye Idrissa MAIGA**

**Le ministre du Commerce et de l'Industrie,**  
**ministre de l'Economie et des Finances par intérim,**  
**Abdel Karim KONATE**

-----  
**DECRET N°2015-126/P-RM DU 27 FEVRIER 2015**  
**PORTANT NOMINATION DE PREFETS**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°99-035 du 10 août 1999 portant création des Collectivités territoriales de Cercle et de Région ;

Vu la Loi n°2012-005 du 23 janvier 2012 portant modification de la Loi n°93-008 du 11 février 1993 déterminant les conditions de la libre administration des Collectivités territoriales ;

Vu la Loi n°2012-006 du 23 janvier 2012 portant principes fondamentaux de l'organisation administrative du territoire ;

Vu le Décret n°95-210/P-RM du 30 mai 1995, modifié, déterminant les conditions de nomination et les attributions des représentants de l'Etat au niveau des collectivités territoriales ;

Vu le Décret n°07-142/P-RM du 23 avril 2007 fixant les taux de l'indemnité de représentation et de responsabilité et de la prime de fonction spéciale allouées aux représentants de l'Etat dans les collectivités territoriales ;



Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les intérimis des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Sont nommés en qualité de **Préfets** :

**1. Cercle de Bafoulabé :**

- Monsieur **Ousmane SANOGO**, N°Mle 416-41.X, Administrateur civil ;

**2. Cercle de Dioïla :**

- Monsieur **Dédéou Bagna MAIGA**, N°Mle 764-07.T, Administrateur civil ;

**3. Cercle de Yorosso :**

- Monsieur **Mamadou DIAKITE**, N°Mle 758-23.B, Administrateur civil ;

**4. Cercle de Mopti :**

- Monsieur **Afel B. YATTARA**, N°Mle 736-64.H, Administrateur civil ;

**5. Cercle de Bandiagara :**

- Monsieur **Siriman KANOUTE**, N°Mle 920-17.E, Administrateur civil ;

**6. Cercle de Djenné :**

- Monsieur **Bollé Maouloud BABY**, N°Mle 904-38.D, Administrateur civil ;

**7. Cercle de Gao :**

- Monsieur **Zoumana DEMBELE**, N°Mle 914-65.J, Administrateur civil.

**ARTICLE 2** : Le présent décret qui abroge les dispositions des Décrets ci-après :

- n°10-451/P-RM du 16 août 2010 en ce qui concerne Monsieur **Abdoulaye Abocar TOURE**, N°Mle 410-57.P, Administrateur civil, en qualité de **Préfet** du Cercle de **Bafoulabé** ;

- n°2011-052/P-RM du 10 février 2011 en ce qui concerne Monsieur **Afel B. YATTARA**, N°Mle 763-64.H, Administrateur civil, en qualité de **Préfet** du Cercle de **Dioïla** ;

- n°2011-529/P-RM du 24 août 2011 en ce qui concerne Monsieur **Dramane COULIBALY**, N°Mle 763-85.G, Administrateur civil, en qualité de **Préfet** du Cercle de **Yorosso** et de Monsieur **Abdrahamane TANGARA**, N°Mle 763-59.C, Administrateur civil, en qualité de **Préfet** du Cercle de **Bandiagara** ;

- n°2012-576/P-RM du 08 octobre 2012 en ce qui concerne Monsieur **Yaya DIALLO**, N°Mle 380-86.Y, Administrateur civil, en qualité de **Préfet** du Cercle de **Mopti** ;

- n°2013-940/P-RM du 26 novembre 2013 en ce qui concerne Monsieur **Mamadou DIAKITE**, N°Mle 458-23.B, Administrateur civil, en qualité de **Préfet** du Cercle de **Gao** ;

- n°2014-0698/P-RM du 17 septembre 2014 en ce qui concerne Monsieur **Oumar CISSE**, N°Mle 763-60.D, Administrateur civil, en qualité de **Préfet** du Cercle de **Djenné**, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 27 février 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation,**  
**Abdoulaye Idrissa MAIGA**

**Le ministre du Commerce et de l'Industrie, ministre de l'Economie et des Finances par intérim,**  
**Abdel Karim KONATE**

-----  
**DECRET N°2015-127/P-RM DU 27 FEVRIER 2015 PORTANT RATIFICATION DU PROTOCOLE A L'ACTE CONSTITUTIF DE L'UNION AFRICAINE SUR LE PARLEMENT PANAFRICAIN (PAP), ADOPTE PAR LA 23<sup>ÈME</sup> SESSION ORDINAIRE DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT, TENUE A MALABO (GUINEE EQUATORIALE), LE 27 JUIN 2014**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance n°2015-005/P-RM du 27 février 2015 autorisant la ratification du Protocole à l'Acte constitutif de l'Union africaine sur le Parlement panafricain (PAP), adopté par la 23<sup>ème</sup> session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, tenue à Malabo (Guinée Equatoriale), le 27 juin 2014 ;  
Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;  
Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;  
Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Est ratifié le Protocole à l'Acte constitutif de l'Union africaine sur le Parlement panafricain (PAP), adopté par la 23<sup>ème</sup> session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, tenue à Malabo (Guinée Equatoriale), le 27 juin 2014.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 27 février 2015**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Modibo KEITA**

**Le ministre des Maliens de l'Extérieur,  
ministre des Affaires étrangères,  
de l'Intégration africaine et de la Coopération  
internationale par intérim,  
Abdrmane SYLLA**

**Le ministre du Travail, de la Fonction publique  
et de la Réforme de l'Etat, chargé des Relations  
avec les Institutions,  
Madame DIARRA Racky TALLA**

**Le ministre du Commerce et de l'Industrie,  
ministre de l'Economie et des Finances par intérim,  
Abdel Karim KONATE**

-----

**DECRET N°2015-128/P-RM DU 27 FEVRIER 2015  
PORTANT RATIFICATION DE LA CONVENTION  
PORTANT CREATION DU G5 SAHEL, ADOPTEE A  
NOUAKCHOTT, LE 19 DECEMBRE 2014, PAR LA  
CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT DU G5 SAHEL**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance n°2015-006/P-RM du 27 février 2015 autorisant la ratification de la Convention portant création du G5 Sahel, adoptée à Nouakchott, le 19 décembre 2014, par la Conférence des Chefs d'Etat du G5 Sahel ;  
Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;  
Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;  
Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Est ratifiée la Convention portant création du G5 Sahel, adoptée à Nouakchott, le 19 décembre 2014, par la Conférence des Chefs d'Etat du G5 Sahel.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 27 février 2015**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Modibo KEITA**

**Le ministre des Maliens de l'Extérieur,  
ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration  
africaine et de la Coopération internationale par  
intérim,  
Abdrmane SYLLA**

**Le ministre de la Défense et des Anciens Combattants,  
Tiéman Hubert COULIBALY**

**Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile,  
Général Sada SAMAKE**

**Le ministre de l'Aménagement du Territoire  
et de la Population,  
Cheickna Seydi Ahamadi DIAWARA**

-----

**DECRET N°2015-129/P-RM DU 27 FEVRIER 2015  
PORTANT RATIFICATION DE L'ACCORD DE  
PRET, SIGNE A BAMAKO, LE 17 DECEMBRE  
2014 ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE DU MALI ET LE FONDS AFRICAIN  
DE DEVELOPPEMENT (FAD) EN VUE DU  
FINANCEMENT DU PROGRAMME D'APPUI  
D'URGENCE A LA GOUVERNANCE ET A LA  
REPRISE ECONOMIQUE (PAUGRE)**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;



Vu l'Ordonnance n°2015-007/P-RM du 27 février 2015 autorisant la ratification de l'Accord de prêt, signé à Bamako, le 17 décembre 2014 entre le Gouvernement de la République du Mali et le Fonds africain de Développement (FAD) en vue du financement du Programme d'Appui d'Urgence à la Gouvernance et à la Reprise économique (PAUGRE) ;  
Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;  
Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;  
Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,  
DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Est ratifié l'Accord de prêt, d'un montant de huit millions deux cent soixante trois mille (8.263.000) unités de compte (UC), signé à Bamako, le 17 décembre 2014 entre le Gouvernement de la République du Mali et le Fonds africain de Développement (FAD) en vue du financement du Programme d'Appui d'Urgence à la Gouvernance et à la Reprise économique (PAUGRE).

**ARTICLE 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 27 février 2015**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Modibo KEITA**

**Le ministre des Maliens de l'Extérieur,  
Ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration  
africaine et de la Coopération internationale  
par intérim,  
Abdrmane SYLLA**

**Le ministre du Commerce et de l'Industrie,  
ministre de l'Economie et des Finances par intérim,  
Abdel Karim KONATE**

-----  
**DECRET N°2015-0130/P-RM DU 27 FEVRIER 2015  
PORTANT RATIFICATION DE L'ACCORD DE PRET,  
SIGNE A BAMAKO, LE 22 DECEMBRE 2014 ENTRE  
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU  
MALI ET LE FONDS KOWEITIEEN POUR LE  
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ARABE, EN VUE  
DU FINANCEMENT PARTIEL DU PROJET  
D'ACHEVEMENT DE MODERNISATION ET  
D'EXTENSION DE L'AEROPORT INTERNATIONAL  
DE BAMAKO-SENOU**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance n°2015-008/P-RM du 27 février 2015 autorisant la ratification de l'Accord de prêt, signé à Bamako, le 22 décembre 2014 entre le Gouvernement de la République du Mali et le Fonds koweïtien pour le Développement économique arabe, en vue du financement partiel du projet d'achèvement de modernisation et d'extension de l'Aéroport international de Bamako-Senou ;  
Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;  
Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;  
Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Est ratifié l'Accord de prêt, d'un montant de cinq millions huit cent quatre vingt mille (5.880.000) dinars koweïtiens, signé à Bamako, le 22 décembre 2014 entre le Gouvernement de la République du Mali et le Fonds koweïtien pour le Développement économique arabe, en vue du financement partiel du projet d'achèvement de modernisation et d'extension de l'Aéroport international de Bamako-Senou.

**ARTICLE 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 27 février 2015**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Modibo KEITA**

**Le ministre des Maliens de l'Extérieur,  
ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration  
africaine et de la Coopération internationale  
par intérim,  
Abdrmane SYLLA**

**Le ministre de l'Equipement, des Transports  
et du Désenclavement,  
Mamadou Hachim KOUMARE**

**Le ministre du Commerce et de l'Industrie,  
ministre de l'Economie et des Finances par intérim,  
Abdel Karim KONATE**

**DECRET N°2015-131/P-RM DU 27 FEVRIER 2015 PORTANT APPROBATION DU MARCHE RELATIF AU RECRUTEMENT DE SOS SAHEL EN QUALITE DE MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA SOUS COMPOSANTE 2.2 CONCERNANT LES ACTIVITES PRODUCTIVES COLLECTIVES ET DE LA COMPOSANTE 3 SUR L'ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE ET GOUVERNANCE LOCALE DU PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE ECONOMIQUE (PRRE)**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°08-485/P-RM du 11 août 2008, modifié, portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;

Vu le Décret n°2014-0256/PM-RM du 10 avril 2014 déterminant les autorités chargées de la conclusion et de l'approbation des marchés et des délégations de service public ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Est approuvé le marché relatif au recrutement de SOS SAHEL en qualité de maître d'ouvrage délégué pour la mise en œuvre de la sous composante 2.2 concernant les activités productives collectives et de la composante 3 sur l'engagement communautaire et gouvernance locale du Projet de Reconstruction et de Relance économique (PRRE) pour un montant toutes taxes comprises de neuf milliards trois cent soixante dix neuf millions quatre cent soixante quatre mille sept cent quatre vingt neuf (9.379.464.789) F CFA et un délai d'exécution de quarante six (46) mois.

**ARTICLE 2** : Le ministre de l'Economie et des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 27 février 2015**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Modibo KEITA**

**Le ministre du Commerce et de l'Industrie,  
ministre de l'Economie et des Finances par intérim,  
Abdel Karim KONATE**

**DECRET N°2015-132/P-RM DU 27 FEVRIER 2015 PORTANT APPROBATION DU MARCHE RELATIF AU RECRUTEMENT DE LA FAO EN QUALITE DE MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA SOUS COMPOSANTE 2.1 CONCERNANT LA RESTAURATION IMMEDIATE DES ACTIFS DE PRODUCTION DES MENAGES VULNERABLES DU PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE ECONOMIQUE (PRRE)**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°08-485/P-RM du 11 août 2008, modifié, portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;

Vu le Décret n°2014-0256/PM-RM du 10 avril 2014 déterminant les autorités chargées de la conclusion et de l'approbation des marchés et des délégations de service public ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Est approuvé le marché relatif au recrutement de la FAO en qualité de maître d'ouvrage délégué pour la mise en œuvre de la sous composante 2.1 concernant la restauration immédiate des actifs de production des ménages vulnérables du projet de reconstruction et de Relance économique (PRRE) pour un montant toutes taxes comprises de deux milliards cinq cent millions (2.500.000.000) de F CFA et un délai d'exécution de seize (16) mois.

**ARTICLE 2** : Le ministre de l'Economie et des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 27 février 2015**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Modibo KEITA**

**Le ministre du Commerce et de l'Industrie,  
ministre de l'Economie et des Finances par intérim,  
Abdel Karim KONATE**

**DECRET N°2015-133/P-RM DU 27 FEVRIER 2015 PORTANT APPROBATION DU MARCHÉ RELATIF AU RECRUTEMENT DE L'ONG CARE INTERNATIONAL EN QUALITE DE MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA SOUS COMPOSANTE 2.2 CONCERNANT LES ACTIVITES PRODUCTIVES COLLECTIVES ET DE LA COMPOSANTE 3 SUR L'ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE ET GOUVERNANCE LOCALE DU PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE ECONOMIQUE (PRRE)**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°08-485/P-RM du 11 août 2008, modifié, portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;

Vu le Décret n°2014-0256/PM-RM du 10 avril 2014 déterminant les autorités chargées de la conclusion et de l'approbation des marchés et des délégations de service public ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Est approuvé le marché relatif au recrutement de l'ONG CARE international en qualité de maître d'ouvrage délégué pour la mise en œuvre de la sous composante 2.2 concernant les activités productives collectives et de la composante 3 sur l'engagement communautaire et gouvernance locale du Projet de Reconstruction et de Relance économique (PRRE) pour un montant toutes taxes comprises de dix milliards trente trois millions trois cent neuf mille (10.033.309.000) F CFA et un délai d'exécution de quarante six (46) mois.

**ARTICLE 2 :** Le ministre de l'Economie et des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 27 février 2015**

**Le Président de la République,**

**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**

**Modibo KEITA**

**Le ministre du Commerce et de l'Industrie,  
ministre de l'Economie et des Finances par intérim,  
Abdel Karim KONATE**

**DECRET N°2015-134/P-RM DU 27 FEVRIER 2015 PORTANT APPROBATION DE L'AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE CONCESSION POUR LA CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION DE LA CENTRALE THERMIQUE AU FUEL LOURD EN BOOT A KAYES PAR L'OPERATEUR ALBATROS ENERGY SA**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2011-084 du 29 décembre 2011 portant modification de l'Ordonnance n°00-019/P-RM du 15 mars 2000 portant organisation du service public de l'Electricité ;

Vu le Décret n°08-485/P-RM du 11 août 2008, modifié, portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;

Vu le Décret n°10-442/P-RM du 16 août 2010 portant approbation de la Convention de Concession pour construction et l'exploitation d'une centrale thermique au fuel lourd en « BOOT » à Kayes à l'Opération Albatros Energy Mali SA ;

Vu le Décret n°2011-436/P-RM du 14 juillet 2011 portant approbation de l'avenant n°1 à la Convention de Concession pour construction et l'exploitation d'une centrale thermique au fuel lourd en « BOOT » à Kayes à l'Opération Albatros Energy Mali SA ;

Vu le Décret n°2011-577/P-RM du 13 septembre 2011 portant exonération du paiement de la Redevance annuelle de bail emphytéotique par Albatros Energy ;

Vu le Décret n°2014-0256/PM-RM du 10 avril 2014 déterminant les autorités chargées de la conclusion et de l'approbation des marchés et des délégations de service public ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Est approuvé l'avenant n°2, annexé au présent décret, à la Convention de Concession pour la construction et l'exploitation d'une centrale thermique au fuel lourd en « BOOT » à Kayes par l'Opérateur Albatros Energy Mali SA.

**ARTICLE 2 :** Le ministre de l'Energie et de l'Eau, ministre de l'Economie et des Finances, le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable, le ministre des Domaines de l'Etat et des Affaires foncières et le ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 27 février 2015

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre de l'Energie et de l'Eau,**  
**Mamadou Frankaly KEITA**

**Le ministre du Commerce et de l'Industrie,**  
**ministre de l'Economie et des Finances par intérim,**  
**Abdel Karim KONATE**

**Le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement**  
**et du Développement durable,**  
**Mohamed Ag ERLAF**

**Le ministre des Domaines de l'Etat**  
**et des Affaires foncières,**  
**Maître Mohamed Ali BATHILY**

**Le ministre des Domaines de l'Etat**  
**et des Affaires foncières,**  
**ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat par intérim,**  
**Maître Mohamed Ali BATHILY**

-----  
**DECRET N°2015-135/PM-RM DU 04 MARS 2015**  
**PORTANT NOMINATION D'UN CHARGE DE**  
**MISSION AU CABINET DU PREMIER MINISTRE**

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2013-259/P-RM du 15 mars 2013 fixant les taux des indemnités et primes accordées à certains personnels de la Primature ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0046/PM-RM du 04 février 2015 fixant l'organisation des services du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le Colonel **Boubacar DEMBELE** est nommé **Chargé de mission** au Cabinet du Premier ministre.

**ARTICLE 2** : Le présent décret qui abroge le Décret n°2014-0330/PM-RM du 22 mai 2014 portant nomination du Colonel **Boubacar DEMBELE**, en qualité de **Chargé de mission** au Cabinet du Premier ministre, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 04 mars 2015

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

-----  
**DECRET N° 2015-136/PM-RM DU 04 MARS 2015**  
**PORTANT NOMINATION AU CABINET DU**  
**PREMIER MINISTRE**

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2013-259/P-RM du 15 mars 2013 fixant les taux des indemnités et primes accordées à certains personnels de la Primature ;

Vu le Décret n°2014-837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0046/PM-RM du 4 février 2015 fixant l'organisation des services du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 8 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Sont nommés au Cabinet du Premier ministre en qualité de :

**1. CHEF DU SERVICE DU COURRIER ET DE LA DOCUMENTATION ADJOINT :**

- Monsieur **Balli DIAKITE**, N°Mle 0112-040.T, Administrateur civil ;

**2. CHEF DU SERVICE DE GESTION DE LA CITE ADMINISTRATIVE :**

- Monsieur **Salia SAMAKE**, Gestionnaire des Ressources humaines ;

**3. CHEF DU SERVICE DE GESTION DE LA CITE ADMINISTRATIVE ADJOINT :**

- Capitaine **Kibaru COULIBALY**, Officier militaire ;

**4. CHARGE DU PROTOCOLE :**

- Monsieur **Mamadou dit Mamary TANGARA**,  
Conseiller des Affaires Etrangères ;

**5. CHARGE DU PROTOCOLE ADJOINT :**

- Adjudant-chef **Moussayad AG ZOUNOU**.

**ARTICLE 2** : Le présent décret sera enregistré et publié  
au Journal officiel.

**Bamako, le 04 mars 2015**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

-----

**DECRET N°2015-137/P-RM DU 04 MARS 2015  
PORTANT ABROGATION DES DECRETS DE  
NOMINATION AUPRES DU HAUT REPRESENTANT  
DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE POUR LE  
DIALOGUE INCLUSIF INTERMALIEN**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;  
Vu le Décret n°2014-0322/P-RM du 14 mai 2014 portant  
institution du Haut représentant du Président de la  
République pour le Dialogue inclusif intermalien ;  
Vu le Décret n°2014-0327/P-RM du 20 mai 2014 portant  
nomination du Haut représentant du Président de la  
République pour le Dialogue inclusif intermalien ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Sont abrogés :

- le Décret n°2014-0327/P-RM du 20 mai 2014 portant  
nomination de Monsieur **Modibo KEITA**, en qualité de  
**Haut Représentant du Président de la République pour  
le Dialogue inclusif intermalien** ;

- le Décret n°2014-0354/P-RM du 23 mai 2014 portant  
nomination de Monsieur **Mama Lassine TRAORE**, en  
qualité de **Secrétaire général adjoint** du Haut  
Représentant du Président de la République pour le  
Dialogue inclusif intermalien ;

- les dispositions du Décret n°2014-0356/P-RM du 23 mai  
2014 en ce qui concernent Monsieur **Mahamadou  
MAGASSOUBA** et Monsieur **Mahamadou TOURE**, en  
qualité d'**Experts** auprès du Haut représentant du Président  
de la République pour le Dialogue inclusif intermalien ;

- les dispositions du Décret n°2014-0357/P-RM du 23 mai  
2014 en ce qui concerne Monsieur **Békaye COUMARE**,  
en qualité de **Chargé de mission** du Haut Représentant du  
Président de la République pour le Dialogue inclusif  
intermalien.

**ARTICLE 2** : Le présent décret sera enregistré et publié  
au Journal officiel.

**Bamako, le 04 mars 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

-----

**DECRET N°2015-138/P-RM DU 05 MARS 2015  
PORTANT DESIGNATION D'UN FONCTIONNAIRE  
DE POLICE A LA MISSION DES NATIONS-UNIES  
POUR LA STABILISATION DU CONGO  
(MONUSCO)**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;  
Vu la Loi n°02-055 du 16 décembre 2002, modifiée, portant  
statut général des militaires ;  
Vu le Décret n°97-077/P-RM du 12 février 1997  
réglementant l'envoi d'observateurs et de contingents  
maliens dans le cadre des missions internationales de  
maintien de la paix ou à caractère humanitaire ;  
Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015  
portant nomination du Premier ministre ;  
Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015  
portant nomination des membres du Gouvernement ;  
Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant  
les intérim des membres du Gouvernement ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le Capitaine **Fousseyni BERTHE** de la  
Gendarmerie nationale est désigné en qualité de  
fonctionnaire de Police à la Mission des Nations-Unies pour  
la stabilisation en République Démocratique du Congo  
(MONUSCO).

**ARTICLE 2** : Le présent décret sera enregistré et publié  
au Journal officiel.

**Bamako, le 05 mars 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile,**  
**Général Sada SAMAKE**

**Le ministre des Maliens de l'Extérieur,  
ministre des Affaires étrangères,  
de l'Intégration africaine et de la Coopération  
internationale par intérim,**  
**Abdrmane SYLLA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**



**DECRET N°2015-139/PM-RM DU 05 MARS 2015  
PORTANT ABROGATION DE DISPOSITIONS DU  
DECRET N°2015-0076/PM-RM DU 18 FEVRIER 2015  
PORTANT NOMINATION AU CABINET DU  
PREMIER MINISTRE**

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2015-0076/PM-RM du 18 février 2015 portant nomination au Cabinet du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Les dispositions du décret du 18 février 2015, susvisé sont abrogées, en ce qui concerne Madame **KEITA Oulematou COULIBALY**, Politologue, **Chargé de mission** au Cabinet du Premier ministre.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 05 mars 2015**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

-----

**DECRET N°2015-140/P-RM DU 05 MARS 2015 PORTANT  
NOMINATION DU DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET  
FINANCIER DE LA PRIMATURE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°05-215/P-RM du 04 mai 2005 déterminant le cadre organique de la Direction administrative et financière de la Primature ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Aboubacar Diakalou CAMARA**, N°Mle 0110-622.G, Inspecteur des Finances, est nommé **Directeur administratif et financier** de la Primature.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret qui abroge le Décret n°2014-0049/P-RM du 28 janvier 2014 portant nomination de Monsieur **Abdoulaye Seydou SISSOKO**, N°Mle 930-47.N, Inspecteur des Finances, en qualité de **Directeur administratif et financier** de la Primature, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 05 mars 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

-----

**DECRET N°2015-0141/P-RM DU 05 MARS 2015  
PORTANT NOMINATION DU COORDINATEUR DU  
CONSEIL NATIONAL POUR LA REFORME DU  
SECTEUR DE LA SECURITE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2014-609/P-RM du 14 août 2014 portant création du Conseil National pour la Réforme du Secteur de la Sécurité ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** L'Inspecteur Général de police Ibrahim Diallo est nommé Coordinateur du Conseil National pour la Réforme du Secteur de la Sécurité.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 05 mars 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**DECRET N°2015-142/P-RM DU 05 MARS 2015  
PORTANT NOMINATION AU MINISTERE DE LA  
SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret n°94-202/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2012-434/P-RM du 9 août 2012 fixant les conditions d'emploi et de rémunération des membres non fonctionnaires du Cabinet du Président de la République, du Secrétariat général de la Présidence de la République, du Cabinet du Premier ministre et des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Sont nommés au Ministère de la Sécurité et de la Protection civile en qualité de :

**I- Secrétaire général :**

- Monsieur **Aser KAMATE**, N°Mle 735-39.E, Magistrat ;

**II- Chef de Cabinet :**

- Colonel **Hamma ACKA** ;

**III- Conseillers techniques:**

- Monsieur **Youssouf CAMARA**, N°Mle 434-13.P, Administrateur civil ;

- Contrôleur Général de Police **Moussa Ag INFACI** ;

- Commissaire Principal de Police **Djakaridja DIALLO** ;  
- Commissaire Principal de Police **Sékou Nama COULIBALY** ;

**IV- Chargés de missions :**

- Inspecteur Général de Police **Moro DIAKITE** ;

- Monsieur **Soukalo TOGOLA**, Journaliste.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 05 mars 2015**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Modibo KEITA**

**Le ministre de la Sécurité  
et de la Protection civile,  
Général Sada SAMAKE**

**Le ministre du Commerce et de l'Industrie,  
ministre de l'Economie et des Finances  
par intérim,  
Abdel Karim KONATE**

**DECRET N°2015-143/P-RM DU 05 MARS 2015  
PORTANT NOMINATION D'UN SOUS-  
DIRECTEUR ADMINISTRATION PERSONNEL ET  
FINANCES A LA DIRECTION CENTRALE DES  
SERVICES DE SANTE DES ARMEES**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°02-055 du 16 décembre 2002, modifié, portant statut général des militaires ;

Vu la Loi n°04-051 du 23 novembre 2004 portant organisation générale de la Défense nationale ;

Vu la Loi n°93-039 du 04 août 1993 portant création de la Direction centrale des Services de Santé des Armées ;

Vu le Décret n°06-563/P-RM du 29 décembre 2006 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction centrale des Services de Santé des Armées ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Le Lieutenant-colonel **Moussa KODIO** de l'Armée de Terre, est nommé **Sous-directeur Administration Personnel et Finances** à la Direction centrale des Services de Santé des Armées.

**ARTICLE 2 :** L'intéressé bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent décret qui abroge le Décret n°09-151/P-RM du 08 avril 2009 portant nomination du Colonel **Mamadou Namaké KEITA** de l'Armée de Terre, en qualité de **Sous-directeur Administration Personnel et Finances** à la Direction centrale des Services de Santé des Armées, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 05 mars 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

-----

**DECRET N°2015-144/P-RM DU 05 MARS 2015  
PORTANT NOMINATION AU CABINET DU  
MINISTRE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS  
COMBATTANTS**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Sont nommés au Cabinet du ministre de la Défense et des Anciens Combattants en qualité de :

**I- Chargé de mission :**

- Monsieur **Abdoulaye DIABATE**, N°Mle 0141-970.E, Communicateur ;

**II- Attaché de Cabinet :**

- Adjudant-chef **Mamadou KONATE**.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret qui abroge les dispositions du Décret n°2014-0731/P-RM du 02 octobre 2014 en ce qui concerne Monsieur **Seydou DIAMOUNTENE**, en qualité d'**Attaché de Cabinet** au ministère de la Défense et des Anciens Combattants, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 05 mars 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile,**  
**ministre de la Défense et des Anciens Combattants**  
**par intérim,**  
**Général Sada SAMAKE**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

-----

**DECRET N°2015-145/P-RM DU 05 MARS 2015  
PORTANT NOMINATION DE CONSEILLER  
TECHNIQUE AU SECRETARIAT GENERAL DU  
MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE  
L'HOMME**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°94-202/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Secrétariats Généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Madiou SANGHO**, N°Mle 0116-583.E, Magistrat, est nommé **Conseiller technique** au Secrétariat Général du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 05 mars 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre des Domaines de l'Etat**  
**et des Affaires foncières,**  
**ministre de la Justice et des Droits de l'Homme,**  
**Garde des Sceaux par intérim,**  
**âtre Mohamed Aly BATHILY**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

-----

**DECRET N°2015-146/P-RM DU 05 MARS 2015**  
**PORTANT NOMINATION DE PROFESSEURS**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°99-046 du 28 décembre 1999, modifiée, portant Loi d'Orientation sur l'Education ;

Vu la Loi n°98-067 du 30 décembre 1998, modifiée, portant statut du personnel enseignant de l'Enseignement supérieur ;

Vu le Décret n°02-106/P-RM du 05 mars 2002, modifié, fixant les modalités d'application de diverses dispositions de la Loi n°98-067 du 30 décembre 1998 modifiée, portant statut du personnel enseignant de l'Enseignement supérieur ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Les Maîtres de Conférences dont les noms suivent, sont nommés **Professeurs :**

- Monsieur **Adama MARIKO**, Maître de Conférences ;
- Monsieur **Antimé AGNOU**, Maître de Conférences ;
- Monsieur **Drissa DIALLO**, Maître de Conférences ;
- Monsieur **Saïbou MAÏGA**, Maître de Conférences ;
- Monsieur **Mounirou BABY**, Maître de Conférences ;
- Monsieur **Cheick Bougadari TRAORE**, Maître de Conférences ;
- Monsieur **Hamadoun SANGHO**, Maître de Conférences.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 05 mars 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre du Travail, de la Fonction publique et de la Réforme de l'Etat, Chargé des Relations avec les Institutions,**  
**ministre de l'Enseignement supérieur**  
**et de la Recherche scientifique par intérim,**  
**Madame DIARRA Raky TALLA**

**Le ministre du Travail, de la Fonction publique,**  
**et de la Réforme de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions,**  
**Madame DIARRA Raky TALLA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

-----

**DECRET N°2015-147/P-RM DU 05 MARS 2015**  
**PORTANT NOMINATION D'INSPECTEURS A**  
**L'INSPECTION DES DOMAINES ET DES**  
**AFFAIRES FONCIERES**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance n° 00-060/P-RM du 28 septembre 2000 portant création de l'Inspection des Domaines et des Affaires foncières ;

Vu le Décret n° 01-075/P-RM du 12 février 2001 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Inspection des Domaines et des Affaires foncières ;  
 Vu le Décret n° 10-650/P-RM du 08 décembre 2010 déterminant le cadre organique de l'Inspection des Domaines et des Affaires foncières ;  
 Vu le Décret n° 01-155/P-RM du 29 mars 2001 fixant les taux des indemnités et primes allouées au personnel de contrôle du Contrôle général des Services publics et des Inspections des départements ministériels ;  
 Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;  
 Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Sont nommés **Inspecteurs** à l'Inspection des Domaines et des Affaires foncières :

- Monsieur **Karimou SANOGO**, N°Mle 920-14.B, Inspecteur des Finances ;
- Monsieur **Housséïni GUINDO**, N°Mle 439-21.Z, Planificateur ;
- Monsieur **Oumar OUATTARA**, N°Mle 763-87.J, Administrateur civil.

**ARTICLE 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 05 mars 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre des Domaines de l'Etat et des Affaires foncières,**  
**Maître Mohamed Aly BATHILY**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

-----  
**DECRET N°2015-148/P-RM DU 05 MARS 2015  
 PORTANT NOMINATION DE CONSEILLERS  
 TECHNIQUES AU SECRETARIAT GENERAL DU  
 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;  
 Vu le Décret n°94-202/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Secrétariats généraux des départements ministériels ;  
 Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;  
 Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;  
 Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Sont nommés au Secrétariat Général du Ministère du Développement rural en qualité de **Conseillers techniques** :

- Monsieur **Mamadou D. COULIBALY**, N°Mle 316-03.D, Maître de recherche ;
- Monsieur **Ouayara KONE**, N°Mle 387-89.B, Vétérinaire et Ingénieur d'Elevage.

**ARTICLE 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 05 mars 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre du Développement rural,**  
**Bokary TRETA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

-----  
**DECRET N°2015-149/P-RM DU 05 MARS 2015  
 PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR  
 NATIONAL DU GENIE RURAL**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;  
 Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;  
 Vu la Loi n°05-013 du 11 février 2005 portant création de la Direction nationale du Génie rural ;



Vu le Décret n°05-118/P-RM du 09 mars 2005 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction nationale du Génie rural ;  
 Vu le Décret n°09-202/P-RM du 04 mai 2009 déterminant le cadre organique de la Direction nationale du Génie rural ;  
 Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;  
 Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;  
 Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Monsieur **Adama DIARRA**, N°Mle 763-26.P, Ingénieur des Constructions civiles, est nommé **Directeur national** du Génie rural.

**ARTICLE 2** : Le présent décret qui abroge le Décret n°05-210/P-RM du 04 mars 2005 portant nomination de Monsieur **Soumaïla SAMAKE**, N°Mle 359-08.J, Ingénieur des Constructions civiles, en qualité de **Directeur national** du Génie rural, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 05 mars 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre du Développement rural,**  
**Bokary TRETA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

-----  
**DECRET N°2015-150/P-RM DU 05 MARS 2015  
 PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR  
 NATIONAL DES PRODUCTIONS ET INDUSTRIES  
 ANIMALES**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;  
 Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;  
 Vu la Loi n°05-008 du 11 février 2005 portant création de la Direction nationale des Productions et Industries animales ;

Vu le Décret n°05-103/P-RM du 09 mars 2005 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction nationale des Productions et Industries animales ;  
 Vu le Décret n°05-154/P-RM du 06 avril 2005 déterminant le cadre organique de la Direction nationale des Productions et Industries animales ;  
 Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;  
 Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;  
 Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Monsieur **Amadou DEMBELE**, N°Mle 743-56.Z, Vétérinaire et Ingénieur d'Elevage, est nommé **Directeur national** des Productions et Industries animales.

**ARTICLE 2** : Le présent décret qui abroge le Décret n°10-095/P-RM du 15 février 2010 portant nomination de Monsieur **Amadou Boubacar CISSE**, N°Mle 359-08.J, Vétérinaire et Ingénieur d'Elevage, en qualité de **Directeur national** des Productions et Industries animales, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 05 mars 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre du Développement rural,**  
**Bokary TRETA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

-----  
**DECRET N°2015-151/P-RM DU 05 MARS 2015  
 PORTANT NOMINATION D'UN CHARGE DE  
 MISSION AU CABINET DU MINISTRE DE  
 L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA  
 DECENTRALISATION**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;  
 Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2012-434/P-RM du 9 août 2012 fixant les conditions d'emploi et de rémunération des membres non fonctionnaires du Cabinet du Président de la République, du Secrétariat général de la Présidence de la République, du Cabinet du Premier ministre et des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Madame **Salamata Paul MAIGA**, Consultante, est nommée **Chargé de mission** au Cabinet du ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation.

**ARTICLE 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 05 mars 2014**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation,**  
**Abdoulaye Idrissa MAIGA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

-----

**DECRET N°2015-152/P-RM DU 05 MARS 2015  
PORTANT NOMINATION DU SECRETAIRE  
PARTICULIER DU MINISTRE DES AFFAIRES  
ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE  
ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Madame **Haoua COULIBALY**, N° Mle 0128.845-P, Secrétaire d'Administration, est nommée **Secrétaire Particulière** du ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et de la Coopération internationale.

**ARTICLE 2** : Le présent décret qui abroge les dispositions du Décret n°2014-0683/P-RM du 09 septembre 2014 en ce qui concerne Madame **DAOU Hawa SANGHO**, Assistante de Direction, en qualité de **Secrétaire Particulière** du ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et de la Coopération internationale, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 05 mars 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre des Maliens de l'Extérieur,**  
**ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et de la Coopération internationale par intérim,**  
**Abdramane SYLLA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

-----

**DECRET N°2015-153/P-RM DU 05 MARS 2015  
PORTANT NOMINATION AU CABINET DU  
MINISTRE DE LA SECURITE ET DE LA  
PROTECTION CIVILE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Sont nommés au Cabinet du ministre de la Sécurité et de la Protection civile en qualité de :

**I- Attaché de Cabinet :**

- Adjudant **Hervé DEMBELE ;**

**II- Secrétaire particulier :**

- Chef d'Escadron **Jean Pierre DIASSANA.**

**ARTICLE 2 :** Les dispositions des décrets ci-après sont abrogées :

- n°00-158/P-RM du 31 mars 2000 en ce qui concerne Monsieur **Jean Pierre DIASSANA**, en qualité de **Secrétaire particulier** du ministre de la Sécurité et de la Protection civile ;

- n°2014-0692/P-RM du 09 septembre 2014 en ce qui concerne Monsieur **Hervé DEMBELE**, en qualité d'**Attaché de Cabinet** au Cabinet du ministre de l'Intérieur et de la Sécurité.

**ARTICLE 3 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 05 mars 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile,**  
**Général Sada SAMAKE**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

**DECRET N°2015-154/P-RM DU 05 MARS 2015  
PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR DES  
FINANCES ET DU MATERIEL DU MINISTERE DE  
LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance n°09-010/P-RM du 04 mars 2009 portant création des Directions des Finances et du Matériel ;

Vu le Décret n°09-137/P-RM du 27 mars 2009 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement des Directions des Finances et du Matériel ;

Vu le Décret n°10-609/P-RM du 18 novembre 2010 déterminant le cadre organique de la Direction des Finances et du Matériel du ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur **N'Faly KANOUTE**, N°Mle 729-75.W, Inspecteur des Finances, est nommé **Directeur des Finances et du Matériel** du ministère de la Justice et des Droits de l'Homme.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret qui abroge le Décret n°2013-922/P-RM du 25 novembre 2013 portant nomination de Monsieur **Abdoulaye COULIBALY**, N°Mle 905-70.P, Inspecteur des Finances, en qualité de **Directeur des Finances et du Matériel** du ministère de la Justice, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 05 mars 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre des Domaines de l'Etat  
et des Affaires foncières,  
ministre de la Justice et des Droits de l'Homme,  
Garde des Sceaux par intérim,  
Maître Mohamed Aly BATHILY**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

**DECRET N°2015-155/P-RM DU 05 MARS 2015  
PORTANT NOMINATION D'UN CONSEILLER  
CONSULAIRE A L'AMBASSADE DU MALI A  
BRAZZAVILLE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu la Loi n°05-039 du 27 juillet 2005 fixant les indices spéciaux de traitement des personnels occupant certains emplois dans les Missions diplomatiques et consulaires ;

Vu le Décret n°04-097/P-RM du 31 mars 2004 fixant les attributions des membres du personnel diplomatique et consulaire ;

Vu le Décret n°05-464/P-RM du 17 octobre 2005 modifié, fixant la valeur du point d'indice de traitement des personnels occupant certains emplois dans les Missions diplomatiques et consulaires ainsi que leurs primes et indemnités ;

Vu le Décret n°2012-070/P-RM du 2 février 2012 portant répartition des Postes diplomatiques et consulaires ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,  
DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Monsieur **Daouda SAMAKE** est nommé **Conseiller Consulaire** à l'Ambassade du Mali à **Brazzaville**.

**ARTICLE 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 05 mars 2015**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Modibo KEITA**

**Le ministre des Maliens de l'Extérieur,  
ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration  
africaine et de la Coopération internationale  
par intérim,  
Abdrmane SYLLA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,  
Mamadou Igor DIARRA**

**DECRET N°2015-156/P-RM DU 05 MARS 2015  
PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR DES  
FINANCES ET DU MATERIEL DU MINISTERE DE  
LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance n°09-010/P-RM du 04 mars 2009 portant création des Directions des Finances et du Matériel ;

Vu le Décret n°09-137/P-RM du 27 mars 2009 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement des Directions des Finances et du Matériel ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,  
DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le Commandant **Mamadou SOUGOUNA** est nommé **Directeur des Finances et du Matériel** du ministère de la Sécurité Intérieure et de la Protection civile.

**ARTICLE 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 05 mars 2015**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Modibo KEITA**

**Le ministre de la Sécurité intérieure  
et de la Protection civile,  
Général Sada SAMAKE**

**Le ministre de l'Economie des Finances,  
Mamadou Igor DIARRA**

**DECRET N°2015-0157/P-RM DU 05 MARS 2015  
PORTANT NOMINATION AU MINISTERE DU  
COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret n°94-202/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2012-434/P-RM du 9 août 2012 fixant les conditions d'emploi et de rémunération des membres non fonctionnaires du Cabinet du Président de la République, du Secrétariat général de la Présidence de la République, du Cabinet du Premier ministre et des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

#### **STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

#### **DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Sont nommés au Ministère du Commerce et de l'Industrie en qualité de :

#### **I- Secrétaire général :**

- Monsieur **Sidi Mohamed ICHRACH**, N°Mle 953-02.M, Inspecteur des Douanes ;

#### **II- Chef de Cabinet :**

- Monsieur **Tiégom Boubèye MAIGA**, Journaliste.

**ARTICLE 2 :** Les dispositions des décrets ci-après sont abrogées :

- n°2013-805/P-RM du 23 octobre 2013 en ce qui concerne Monsieur **Tiégom Boubèye MAIGA**, Journaliste, en qualité de **Chef de Cabinet** au Ministère du Commerce ;

- n°2013-843/P-RM du 31 octobre 2013 en ce qui concerne Madame **CISSOUMA Aïda KONE**, N°Mle 333-01.B, Inspecteur des Services économiques, en qualité de **Secrétaire général** au Ministère du Commerce.

**ARTICLE 3 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 05 mars 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre du Commerce et de l'Industrie,**  
**Abdel Karim KONATE**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

#### **-----**

#### **DECRET N°2015-158/P-RM DU 05 MARS 2015 PORTANT NOMINATION D'UN CONSEILLER TECHNIQUE AU SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR**

#### **LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°94-202/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

#### **STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

#### **DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Sékou KONARE**, N°Mle 0113-969.K, Magistrat, est nommé **Conseiller technique** au Secrétariat général du Ministère des Maliens de l'Extérieur.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 05 mars 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre des Maliens de l'Extérieur,**  
**Abdrmane SYLLA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**



**DECRET N°2015-159/P-RM DU 05 MARS 2015  
PORTANT NOMINATION D'UN INSPECTEUR A  
L'INSPECTION DE L'EQUIPEMENT ET DES  
TRANSPORTS**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance n°09-037/P-RM du 19 novembre 2009 portant création de l'Inspection de l'Equipelement et des Transports ;

Vu le Décret n°09-634/P-RM du 30 novembre 2009 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Inspection de l'Equipelement et des Transports ;

Vu le Décret n°09-640/P-RM du 30 novembre 2009 déterminant le cadre organique de l'Inspection de l'Equipelement et des Transports ;

Vu le Décret n°01-155/P-RM du 29 mars 2001 fixant les taux des indemnités et primes allouées au personnel de contrôle du Contrôle général des Services publics et des Inspections des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Bakary SISSOKO**, N°Mle 786-57.A, Inspecteur des Finances, est nommé **Inspecteur** à l'Inspection de l'Equipelement et des Transports.

**ARTICLE 2 :** Le présent sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 05 mars 2015**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Modibo KEITA**

**Le ministre de l'Equipelement, des Transports  
et du Désenclavement,  
Mamadou Hachim KOUMARE**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,  
Mamadou Igor DIARRA**

**DECRET N°2015-160/P-RM DU 05 MARS 2015  
PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR DU  
CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION,  
D'INFORMATION SUR LA FEMME ET L'ENFANT**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu la Loi n°04-04 du 14 janvier 2004 portant création du Centre national de Documentation, d'Information sur la Femme et l'Enfant ;

Vu le Décret n°04-30/P-RM du 5 février 2004 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement du Centre national de Documentation, d'Information sur la Femme et l'Enfant ;

Vu le Décret n°04-27/P-RM du 5 février 2004 déterminant le cadre organique du Centre national de Documentation, d'Information sur la Femme et l'Enfant ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Madame **DIALLO Mama DIARRA**, N°Mle 498-91.D, Professeur principal de l'Enseignement secondaire, est nommée en qualité de **Directeur** du Centre national de Documentation, d'Information sur la Femme et l'Enfant.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret qui abroge le Décret n°2013-088/P-RM du 28 janvier 2013 portant nomination de Madame **Maïmouna COULIBALY**, N°Mle 384-44.A, Professeur principal de l'Enseignement secondaire, en qualité de **Directrice** du Centre national de Documentation, d'Information sur la Femme et l'Enfant, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 05 mars 2015**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Modibo KEITA**

**Le ministre de la Promotion de la Femme,  
de l'Enfant et de la Famille,  
Madame SANGARE Oumou BA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,  
Mamadou Igor DIARRA**

**DECRET N°2015-161/P-RM DU 05 MARS 2015  
PORTANT NOMINATION DE CONSEILLERS  
TECHNIQUES AU SECRETARIAT GENERAL DU  
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME,  
DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°94-202/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Sont nommés au Secrétariat Général du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille en qualité de **Conseillers techniques** :

- Monsieur **Ayouba GOUANLE**, N°Mle 777-25.N, Administrateur civil ;

- Madame **GUINDO Yacine GAKOU**, N°Mle 0113-018.F, Médecin.

**ARTICLE 3** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 05 mars 2015**

**Le Président de la République,**

**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**

**Modibo KEITA**

**Le ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille,**

**Madame SANGARE Oumou BA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**

**Mamadou Igor DIARRA**

**DECRET N°2015-162/P-RM DU 05 MARS 2015  
PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION  
HONORIFIQUE A TITRE ETRANGER**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres nationaux de la République du Mali ;

Vu la Loi n°91-053/AN-RM du 26 février 1991 portant création de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Monsieur **GUO Xueli**, Premier Conseiller à l'Ambassade de la République populaire de Chine au Mali, est nommé au grade d'**Officier de l'Ordre national du Mali** à titre étranger.

**ARTICLE 2** : Le Grand Chancelier des Ordres nationaux est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 05 mars 2015**

**Le Président de la République,**

**Ibrahim Boubacar**

**DECRET N°2015-163/P-RM DU 05 MARS 2015  
PORTANT APPROBATION DE LA CONVENTION  
DE PARTAGE DE PRODUCTION ENTRE LE  
GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU  
MALI ET LA SOCIETE COMPASS ENERGY  
RESSOURCES PLC PORTANT SUR LE BLOC 11 DU  
GRABEN DE GAO POUR LA RECHERCHE,  
L'EXPLOITATION, LE TRANSPORT ET LE  
RAFFINAGE DES HYDROCARBURES LIQUIDES  
OU GAZEUX**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°04-037 du 02 août 2004 portant organisation de la recherche, du transport et du raffinage des hydrocarbures ;

Vu la Loi n°08-027 du 23 juillet 2008 portant modification de l'article 12 de la Loi N°04-037 du 02 août 2004 portant organisation de la recherche, de l'exploitation, du transport et du raffinage des hydrocarbures ;

Vu l'Ordonnance n°00-027/P-RM du 22 mars 2000 modifiée, portant Code Domaniale et Foncier, ratifiée par la Loi n°02-008 du 12 février 2002 ;

Vu le Décret n°04-357/P-RM du 08 septembre 2004 fixant les modalités d'application de la Loi n°04-037/du 02 août 2004 portant organisation de la recherche, de l'exploitation, du transport et du raffinage des hydrocarbures ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Est approuvée la Convention de Partage de Production entre le Gouvernement de la République du Mali et la Société Compass Energy Ressources PLC portant sur le bloc 11 du Graben de Gao pour la recherche, l'exploitation, le transport et le raffinage des hydrocarbures liquides ou gazeux.

**ARTICLE 2** : Le ministre des Mines, le ministre de l'Economie et des Finances, le ministre du Commerce et de l'Industrie, le ministre des Domaines de l'Etat et des Affaires foncières, le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable, le ministre de l'Energie et de l'Eau, le ministre du Développement rural et le ministre de la Promotion des Investissements et du Secteur privé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako le 05 mars 2015**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Modibo KEITA**

**Le ministre des Mines,  
Boubou CISSE**

**Le ministre du Commerce et de l'Industrie,  
ministre de l'Economie et des Finances  
par intérim,  
Abdel Karim KONATE**

**Le ministre du Commerce  
et de l'Industrie,  
Abdel Karim KONATE**

**Le ministre des Domaines de l'Etat  
et des Affaires foncières,  
Maître Mohamed Aly BATHILY**

**Le ministre de l'Environnement,  
de l'Assainissement et du Développement durable,  
Mohamed AG ERLAF**

**Le ministre de l'Energie et de l'Eau,  
Mamadou Frankaly KEITA**

**Le ministre des Domaines de l'Etat  
et des Affaires foncières,  
ministre du Développement rural  
par intérim,  
Maître Mohamed Aly BATHILY**

**Le ministre de la Promotion des Investissements  
et du Secteur privé,  
Maître Mamadou Gaoussou DIARRA**

**DECRET N°2015-164/P-RM DU 05 MARS 2015  
PORTANT ABROGATION DU DECRET N°00-548/P-  
RM DU 02 NOVEMBRE 2000 PORTANT  
NOMINATION DU DIRECTEUR GENERAL DE  
L'AGENCE NATIONALE D'INVESTISSEMENT  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;  
Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015  
portant nomination du Premier ministre ;  
Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015  
portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le Décret n°00-548/P-RM du 02 novembre 2000 portant nomination de Monsieur **Mohamed AG ERLAF**, N°Mle 409-49.F, Administrateur civil, en qualité de **Directeur général** de l'Agence nationale d'Investissement des Collectivités territoriales, est abrogé.

**ARTICLE 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 05 mars 2015**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Modibo KEITA**

**Le ministre de l'Administration territoriale  
et de la Décentralisation,  
Abdoulaye Idrissa MAIGA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,  
Mamadou Igor DIARRA**

-----  
**DECRET N°2015-165/P-RM DU 05 MARS 2015  
PORTANT ABROGATION DE DECRETS PORTANT  
NOMINATION AU MINISTERE DES AFFAIRES  
ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE  
ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;  
Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015  
portant nomination du Premier ministre ;  
Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015  
portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les intérimis des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Sont abrogés :

- les dispositions du Décret n°2013-100/P-RM du 29 janvier 2013 portant nomination dans les missions diplomatiques et consulaires, en ce qui concerne le Commissaire Divisionnaire **Moussa KANTE**, en qualité de **Conseiller consulaire** à l'Ambassade du Mali à **Brazzaville** ;

- les dispositions du Décret n°2011-543/P-RM du 1<sup>er</sup> septembre 2011 portant nomination dans les Missions diplomatiques et consulaires, en ce qui concerne Monsieur **Mathias DIARRA**, N°Mle 364-81.S, Conseiller des Affaires étrangères, en qualité de **Conseiller Chef du Protocole** à l'Ambassade du Mali à **Paris** ;

- le Décret n°2014-0683/P-RM du 09 septembre 2014 portant nomination de Madame **DAOU Hawa SANGHO**, Assistante de Direction, en qualité de **Secrétaire particulière** du ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et de la Coopération internationale.

**ARTICLE 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 05 mars 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre des Maliens de l'Extérieur,**  
**ministres des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et de la Coopération internationale par intérim,**  
**Abdramane SYLLA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

-----

**DECRET N°2015-166/P-RM DU 06 MARS 2015  
PORTANT ABROGATION DU DECRET DE  
NOMINATION D'UN EXPERT AUPRES DU HAUT  
REPRESENTANT DU PRESIDENT DE LA  
REPUBLIQUE POUR LE DIALOGUE INCLUSIF  
INTER-MALIEN**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2014-0322/P-RM du 14 mai 2014 portant institution du Haut représentant du Président la République pour le Dialogue inclusif inter-malien ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le Décret n°2014-0914/P-RM du 26 décembre 2014 portant nomination de Monsieur **Labasse FOFANA**, en qualité d'**Expert** auprès du Haut Représentant du Président de la République pour le Dialogue Inclusif inter-malien, est abrogé.

**ARTICLE 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 06 mars 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

-----

**DECRET N°2015-0167/PM-RM DU 06 MARS 2015  
PORTANT CREATION DE LA MISSION  
UNIVERSITAIRE DE TOMBOUCTOU**

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;  
Vu la Loi n°99-046 du 28 décembre 1999, modifiée, portant Loi d'Orientation sur l'Education ;  
Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;  
Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Il est créé auprès du ministre chargé de l'Enseignement supérieur et pour une période de six (06) mois, une mission dénommée Mission universitaire de Tombouctou.

**ARTICLE 2** : La mission universitaire de Tombouctou a pour mission de préparer la création et l'ouverture de la Grande Université de Tombouctou.

A cet effet, elle est chargée :

- d'identifier les filières de formation de la Grande Université de Tombouctou ;

- de préparer les avants projets de textes relatifs à la création, à l'organisation et aux modalités de fonctionnement de l'Université de Tombouctou ;

- d'évaluer le potentiel enseignant résident et les besoins en recrutement du personnel enseignant, administratif et technique ;

- d'évaluer le coût des investissements à réaliser ;
- d'évaluer le budget prévisionnel de fonctionnement.

**ARTICLE 3 :** La mission universitaire de Tombouctou est une équipe de dix (10) cadres. Elle est dirigée par un Chef de mission nommé par décret du Premier ministre, sur proposition du ministre chargé de l'Enseignement supérieur.

Le Chef de mission bénéficie des avantages accordés au Secrétaire général d'un département ministériel.

Les autres membres de la mission sont nommés par décret du Premier ministre sur proposition du ministre de l'Enseignement supérieur et bénéficient des avantages accordés aux conseillers techniques de département ministériel.

**ARTICLE 4 :** La mission universitaire de Tombouctou comprend trois commissions spécialisées:

- la Commission cadre juridique et Gouvernance;
- la Commission Patrimoine et Finances;
- la Commission Vie socio-culturelle.

Chaque commission est dirigée par un Président. Le président et les membres de la Commission sont nommés par arrêté du ministre chargé de l'Enseignement supérieur sur proposition du Chef de mission.

La mission peut faire appel à toute personne en raison de sa compétence.

**ARTICLE 5 :** La mission dispose d'un personnel administratif et technique d'appui, mis à sa disposition par le ministre.

**ARTICLE 6 :** Un arrêté du ministre chargé de l'Enseignement supérieur fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement de la mission.

**ARTICLE 7 :** Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le ministre de l'Education nationale, le ministre de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de la Jeunesse et de la Construction citoyenne, le ministre du Commerce et de l'Industrie, le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 06 mars 2015**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre de l'Enseignement supérieur**  
**et de la Recherche scientifique,**  
**Me Mountaga TALL**

**Le ministre de l'Education nationale,**  
**Kénékouo dit Barthélémy TOGO**

**Le ministre de l'Emploi, de la Formation professionnelle,**  
**de la Jeunesse et de la Construction citoyenne,**  
**Mahamane BABY**

**Le ministre du Commerce et de l'Industrie,**  
**Abdel Karim KONATE**

**Le ministre de l'Administration territoriale**  
**et de la Décentralisation,**  
**Abdoulaye Idrissa MAIGA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

-----  
**DECRET N°2015-168/PM-RM DU 06 MARS 2015**  
**PORTANT CREATION DE LA MISSION**  
**UNIVERSITAIRE DE GAO**

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;  
Vu la Loi n°99-046 du 28 décembre 1999, modifiée, portant Loi d'Orientation sur l'Education ;  
Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;  
Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Il est créé auprès du ministre chargé de l'Enseignement supérieur et pour une période de six (06) mois, une mission dénommée Mission universitaire de Gao.

**ARTICLE 2 :** La mission universitaire de Gao a pour mission de préparer la création et l'ouverture de l'Université du Sahel de Gao.

A cet effet, elle est chargée :

- d'identifier les filières de formation de l'Université du Sahel de Gao ;
- de préparer les avant projets de textes relatifs à la création, à l'organisation et aux modalités de fonctionnement de l'Université du Sahel de Gao;
- d'évaluer le potentiel enseignant résident et les besoins en recrutement du personnel enseignant, administratif et technique ;
- d'évaluer le coût des investissements à réaliser ;
- d'évaluer le budget prévisionnel de fonctionnement.



**ARTICLE 3 :** La mission universitaire de Gao est une équipe de dix (10) cadres. Elle est dirigée par un Chef de mission nommé par décret du Premier ministre, sur proposition du ministre chargé de l'Enseignement supérieur.

Le Chef de mission bénéficie des avantages accordés au Secrétaire général d'un département ministériel.

Les autres membres de la mission sont nommés par décret du Premier ministre sur proposition du ministre de l'Enseignement supérieur et bénéficient des avantages accordés aux conseillers techniques de département ministériel.

**ARTICLE 4 :** La mission universitaire de Gao comprend trois commissions spécialisées:

- la Commission cadre juridique et Gouvernance;
- la Commission Patrimoine et Finances;
- la Commission Vie socio-culturelle.

Chaque commission est dirigée par un Président. Le président et les membres de la Commission sont nommés par arrêté du ministre chargé de l'Enseignement supérieur sur proposition du Chef de mission.

La mission peut faire appel à toute personne en raison de sa compétence.

**ARTICLE 5 :** La mission dispose d'un personnel administratif et technique d'appui, mis à sa disposition par le ministre.

**ARTICLE 6 :** Un arrêté du ministre chargé de l'Enseignement supérieur fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement de la mission.

**ARTICLE 7 :** Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le ministre de l'Education nationale, le ministre de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de la Jeunesse et de la Construction citoyenne, le ministre du Commerce et de l'Industrie, le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 06 mars 2015**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre de l'Enseignement supérieur**  
**et de la Recherche scientifique,**  
**Me Mountaga TALL**

**Le ministre de l'Education nationale,**  
**Kénékouo dit Barthélémy TOGO**

**Le ministre de l'Emploi, de la Formation professionnelle,**  
**de la Jeunesse et de la Construction citoyenne,**  
**Mahamane BABY**

**Le ministre du Commerce et de l'Industrie,**  
**Abdel Karim KONATE**

**Le ministre de l'Administration territoriale**  
**et de la Décentralisation,**  
**Abdoulaye Idrissa MAIGA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

-----  
**DECRET N°2015-169/PM-RM DU 06 MARS 2015**  
**PORTANT CREATION DE LA MISSION**  
**UNIVERSITAIRE DE SIKASSO**

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;  
Vu la Loi n°99-046 du 28 décembre 1999, modifiée, portant Loi d'Orientation sur l'Education ;  
Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;  
Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Il est créé auprès du ministre chargé de l'Enseignement supérieur et pour une période de six (06) mois, une mission dénommée Mission universitaire de Sikasso.

**ARTICLE 2 :** La mission universitaire de Sikasso a pour mission de préparer la création et l'ouverture de l'Université de Sikasso.

A cet effet, elle est chargée :

- d'identifier les filières de formation de l'Université de Sikasso ;
- de préparer les avant projets de textes relatifs à la création, à l'organisation et aux modalités de fonctionnement de l'Université de Sikasso;
- d'évaluer le potentiel enseignant résident et les besoins en recrutement du personnel enseignant, administratif et technique ;
- d'évaluer le coût des investissements à réaliser ;
- d'évaluer le budget prévisionnel de fonctionnement.

**ARTICLE 3 :** La mission universitaire de Sikasso est une équipe de dix (10) cadres. Elle est dirigée par un Chef de mission nommé par décret du Premier ministre, sur proposition du ministre chargé de l'Enseignement supérieur.

Le Chef de mission bénéficie des avantages accordés au Secrétaire général d'un département ministériel.

Les autres membres de la mission sont nommés par décret du Premier ministre sur proposition du ministre de l'Enseignement supérieur et bénéficient des avantages accordés aux conseillers techniques de département ministériel.

**ARTICLE 4 :** La mission universitaire de Sikasso comprend trois commissions spécialisées:

- la Commission cadre juridique et Gouvernance;
- la Commission Patrimoine et Finances;
- la Commission Vie socio-culturelle.

Chaque commission est dirigée par un Président. Le président et les membres de la Commission sont nommés par arrêté du ministre chargé de l'Enseignement supérieur sur proposition du Chef de mission.

La mission peut faire appel à toute personne en raison de sa compétence.

**ARTICLE 5 :** La mission dispose d'un personnel administratif et technique d'appui, mis à sa disposition par le ministre.

**ARTICLE 6 :** Un arrêté du ministre chargé de l'Enseignement supérieur fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement de la mission.

**ARTICLE 7 :** Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le ministre de l'Education nationale, le ministre de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de la Jeunesse et de la Construction citoyenne, le ministre du Commerce et de l'Industrie, le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 06 mars 2015**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre de l'Enseignement supérieur**  
**et de la Recherche scientifique,**  
**Me Mountaga TALL**

**Le ministre de l'Education nationale,**  
**Kénékouo dit Barthélémy TOGO**

**Le ministre de l'Emploi, de la Formation professionnelle,**  
**de la Jeunesse et de la Construction citoyenne,**  
**Mahamane BABY**

**Le ministre du Commerce et de l'Industrie,**  
**Abdel Karim KONATE**

**Le ministre de l'Administration territoriale**  
**et de la Décentralisation,**  
**Abdoulaye Idrissa MAIGA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

**DECRET N°2015-0170/P-RM DU 10 MARS 2015**  
**AUTORISANT LE PREMIER MINISTRE A**  
**PRESIDER LE CONSEIL DES MINISTRES DU**  
**MERCREDI 11 MARS 2015**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2015-003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Le Premier ministre Monsieur **Modibo KEITA** est autorisé à présider le Conseil des Ministres du mercredi 11 mars 2015 sur l'ordre du jour suivant :

**A/ LEGISLATION :**

**I. MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL :**

1°) Projets de textes relatifs à la création, à l'organisation, aux modalités de fonctionnement et au cadre organique du Projet d'Appui institutionnel au Ministère chargé de l'Elevage et de la Pêche (PAISEP) ;

2°) Projets de textes relatifs à la création, à l'organisation et aux modalités de fonctionnement de l'Agence d'Aménagement des Terres et de fourniture de l'Eau d'Irrigation (ATI).

**II. MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES TRANSPORTS ET DU DESENCLAVEMENT :**

3°) Projets de textes relatifs à la création, à l'organisation et aux modalités de fonctionnement de l'Institut national de Formation professionnelle pour le Bâtiment, les Transports et les Travaux publics (INFP/BTP).

**III. MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION :**

4°) Projets de textes relatifs à la création, à l'organisation et aux modalités de fonctionnement du Centre de Formation et de Perfectionnement en Statistique (CFP-STAT)..

**IV. MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU :**

5°) Projet d'ordonnance portant modification de l'Ordonnance n°10-039/P.RM du 05 août 2010 portant création de la Société malienne de Patrimoine de l'Eau potable (SOMAPEP-SA) ;

6°) Projet d'ordonnance portant modification de l'Ordonnance n°10-040/P.RM du 05 août 2010 portant création de la Société malienne de Gestion de l'Eau potable (SOMAGEP-SA).

**B/ MESURES INDIVIDUELLES :**

**C/ COMMUNICATION ECRITE :**

**I. MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES :**

1°) Communication écrite relative au plan d'actions d'urgence pour le secteur de la micro finance.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 10 mars 2015 2015**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

-----

**DECRET N°2015-0171/P-RM DU 11 MARS 2015  
PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'INSTITUT  
DES SCIENCES HUMAINES**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°96-015 du 13 février 1996 portant statut général des Etablissements publics à caractère scientifique, technologique ou culturel ;

Vu l'Ordonnance n°02-057/P-RM du 05 juin 2002 portant création de l'Institut des Sciences humaines ;

Vu le Décret n°06-477/P-RM du 09 novembre 2006 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Institut des Sciences humaines ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Sont nommés membres du Conseil d'Administration de l'Institut des Sciences humaines en qualité de :

**Président :** Le ministre chargé de la Recherche scientifique ou son représentant

**Membres :**

- Madame **MAIGA Zaliha MAIGA**, représentant du ministre chargé des Finances ;

- Monsieur **Bouraima FOFANA**, représentant du ministre chargé de la Culture ;

- Monsieur **Aboubacar Hamidou MAIGA**, représentant du ministre chargé du Développement social ;

- le Directeur national de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ;

- le Directeur général du Centre national de la Recherche scientifique et technologique ;

- le Recteur de l'Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako ;

- le Directeur national du Patrimoine culturel ;

- le Directeur général du Musée national du Mali ;

- Monsieur **Mama KAMATE**, Attaché de Recherche, représentant du personnel ;

- Monsieur **Mamadou N'DAOU**, Technicien des Arts et de la Culture, représentant du personnel.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret qui abroge le Décret n°10-695/P-RM du 31 décembre 2010, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 11 mars 2015**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Modibo KEITA**

**Le ministre de l'Enseignement supérieur  
et de la Recherche scientifique,  
Maître Mountaga TALL**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,  
Mamadou Igor DIARRA**

-----

**DECRET N°2015-0172/P-RM DU 11 MARS 2015  
PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR  
GENERAL DE L'AUTORITE ROUTIERE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n° 90-110/AN-RM du 18 octobre 1990 portant principes fondamentaux de création, de l'organisation et du fonctionnement des Etablissements publics à caractère administratif (EPA) ;

Vu la Loi n° 00-051 du 04 août 2000 portant création de l'Autorité routière ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n° 01-283/P-RM du 03 juillet 2001 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Autorité routière, ainsi que les modalités d'exécution des travaux éligibles au financement de l'Autorité routière ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Monsieur **Moulaye Ahmed Boubacar dit Baba Moulaye**, Gestionnaire, est nommé **Directeur général** de l'Autorité routière.

**ARTICLE 2** : Le présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 11 mars 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre de l'Equipement, des Transports et du Désenclavement,**  
**Mamadou Hachim KOUMARE**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

-----  
**DECRET N°2015-0173/P-RM DU 11 MARS 2015  
PORTANT NOMINATION DU PRESIDENT  
DIRECTEUR GENERAL DES AEROPORTS DU  
MALI**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n° 91-051/AN-RM du 26 février 1991 portant statut général des Etablissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) ;

Vu l'Ordonnance n° 29/CMLN du 06 juillet 1970 portant création d'un organisme dénommé « Aéroports du Mali » ;

Vu l'Ordonnance n° 91-014/P-CTSP du 18 mai 1991 fixant les principes fondamentaux de l'organisation et du fonctionnement des Etablissements publics à caractère commercial et des Sociétés d'Etat, modifiée par la Loi n°92-029 du 05 octobre 1992 ;

Vu le Décret n° 90/PG-RM du 13 juillet 1970 approuvant les Statuts des Aéroports du Mali ;

Vu le Décret n° 91-133/P-CTSP du 21 juin 1991 fixant le mode de détermination de la rémunération des Administrateurs et des Présidents Directeurs généraux des Etablissements publics à caractère industriel et commercial et des Sociétés d'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le Colonel **Daouda DEMBELE** est nommé **Président Directeur général** des Aéroports du Mali.

**ARTICLE 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 11 mars 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre de l'Equipement, des Transports  
et du Désenclavement,**  
**Mamadou Hachim KOUMARE**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

-----  
**DECRET N°2015-0174/P-RM DU 11 MARS 2015  
PORTANT NOMINATION AU MINISTERE DE  
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA  
POPULATION**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret n°94-202/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2012-434/P-RM du 9 août 2012 fixant les conditions d'emploi et de rémunération des membres non fonctionnaires du Cabinet du Président de la République, du Secrétariat général de la Présidence de la République, du Cabinet du Premier ministre et des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Sont nommés au ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Population en qualité de :

**Chef de Cabinet :**

- Monsieur **Boubacar SOW**, N°Mle 922-82.D, Administrateur civil ;

**Conseillers techniques :**

- Madame **Fada Gouro DIALL**, N°Mle 379-72.G, Inspecteur des Services économiques ;

- Monsieur **Dramane DIARRA**, N°Mle 743-01.L, Ingénieur des Eaux et Forêts ;

**Chargé de mission :**

- Monsieur **Mahamadou SAMAKE**, Economiste ;

**Secrétaire particulière :**

- Madame **Delphine KEITA**, N°Mle 936-38.D, Attaché d'Administration.

**ARTICLE 2** : Sont abrogés :

- le Décret n°2014-0418/P-RM du 10 juin 2014 portant nomination de Monsieur **Adama SANOGO**, N°Mle 340-62.W, Ingénieur de l'Industrie et des Mines, en qualité de **Chef de Cabinet** du ministre de la Planification, de l'Aménagement du Territoire et de la Population ;

- les dispositions du Décret n°2014-0339/P-RM du 22 mai 2014 en ce qui concerne Madame **Delphine KEITA**, N°Mle 936-38.D, Attaché d'Administration, en qualité de **Secrétaire particulière** du ministre de la Planification, de l'Aménagement du Territoire et de la Population.

**ARTICLE 3** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 11 mars 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre de l'Aménagement du Territoire et de la Population,**  
**Cheickna Seydi Ahamadi DIAWARA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

**DECRET N°2015-0175/P-RM DU 11 MARS 2015  
PORTANT NOMINATION A L'INSPECTION DES  
FINANCES**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance n°00-059/P-RM du 28 septembre 2000 portant création de l'Inspection des Finances ;

Vu le Décret n°01-076/P-RM du 12 février 2001 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Inspection des Finances ;

Vu le Décret n°01-155/P-RM du 29 mars 2001 fixant les taux des indemnités et primes allouées au personnel de contrôle du Contrôle général des Services publics et des Inspections des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Sont nommés **Inspecteurs** à l'Inspection des Finances en qualité de :

**I- Inspecteur en Chef :**

- Monsieur **Mady Baba DIAKITE**, N°Mle 370-24.C, Inspecteur des Services économiques ;

**II- Inspecteurs :**

- Madame **TIMBELY Assétou Koniba TRAORE**, N°Mle 441-53.K, Inspecteur des Services économiques ;



- Monsieur **Jean-Marie DAKOUO**, N°Mle 430-36.R,  
Inspecteur des Impôts ;

- Monsieur **Seydou SOGODOGO**, N°Mle 762-79.A,  
Inspecteur des Services économiques.

**ARTICLE 2** : Le présent décret qui abroge les dispositions du Décret n°06-093/P-RM du 28 février 2006 en ce qui concerne Monsieur **Youssef Gaye KEBE**, N°Mle 286-61.V, Inspecteur des Services économiques, en qualité d'**Inspecteur en Chef** à l'Inspection des Finances, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 11 mars 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

## ANNONCES ET COMMUNICATIONS

Suivant récépissé n°0146/G-DB en date du 20 février 2015, il a été créé une association dénommée : «FANE BLO», en abrégé (A.F.B)

**But** : Localiser les Fané du Mali et d'ailleurs ; créer un cadre de rencontre et d'échanges fraternels entre tous les Fané, etc.

**Siège Social** : N°Tomikorobougou, Rue 625 Porte 102 Bamako.

### **LISTE DES MEMBRES DU BUREAU** :

**Président** : Oumar FANE

**1<sup>er</sup> Vice-président** : Siaka FANE

**2<sup>ème</sup> Vice-président** : Sékouba FANE

**3<sup>ème</sup> Vice-président** : Lassine FANE

**4<sup>ème</sup> Vice-présidente** : Oumou FANE

**Secrétaire général** : Mamadou FANE

**1<sup>er</sup> Adjoint au Secrétaire général** : Konimba FANE

**2<sup>ème</sup> Adjoint au Secrétaire général** : Soungo FANE

**Secrétaire administratif** : Mamoutou FANE

**1<sup>ère</sup> adjointe au Secrétaire administratif** : Fanta FANE

**2<sup>ème</sup> adjoint au Secrétaire administratif** : Hamidou FANE

**3<sup>ème</sup> adjoint au Secrétaire administratif** : Seydou FANE

**Trésorier général** : Samankoro FANE

**Trésorière générale adjointe** : Fatou FANE

**Secrétaire à l'organisation** : Zoumana FANE

**1<sup>ère</sup> adjointe au Secrétaire à l'organisation** : Kadiatou N'Fa FANE

**2<sup>ème</sup> adjoint au Secrétaire à l'organisation** : Mahamadou FANE

**3<sup>ème</sup> adjointe au Secrétaire à l'organisation** : Oumou FANE

**4<sup>ème</sup> adjoint au Secrétaire à l'organisation** : Mamadou FANE

**5<sup>ème</sup> adjoint au Secrétaire à l'organisation** : Bakary FANE

**6<sup>ème</sup> adjoint au Secrétaire à l'organisation** : Kéfa FANE

**Secrétaire à l'information** : Kadiatou D. FANE

**1<sup>er</sup> adjoint au Secrétaire à l'information** : Moussa FANE

**2<sup>ème</sup> adjoint au Secrétaire à l'information** : Abdoulaye FANE

**3<sup>ème</sup> adjoint au Secrétaire à l'information** : Koké FANE

**4<sup>ème</sup> adjointe au Secrétaire à l'information** : Fatoumata FANE

**Secrétaire aux relations extérieures** : Idrissa FANE

**1<sup>er</sup> adjoint au Secrétaire aux relations extérieures** : Abdoulaye FANE

**2<sup>ème</sup> adjointe au Secrétaire aux relations extérieures** : Bah Oumou FANE

**Secrétaire à la Culture** : Yamoussa FANE

**1<sup>er</sup> adjoint au Secrétaire à la Culture** : Falan FANE

**2<sup>ème</sup> adjoint au Secrétaire à la Culture** : Séri FANE

**3<sup>ème</sup> adjoint au Secrétaire à la Culture** : Abdou FANE

**4<sup>ème</sup> adjoint au Secrétaire à la Culture** : Diaraba FANE

**5<sup>ème</sup> adjointe au Secrétaire à la Culture** : Coumbaty FANE

**6<sup>ème</sup> adjointe au Secrétaire à la Culture** : Kadiatou FANE

**7<sup>ème</sup> adjointe au Secrétaire à la Culture** : Hawa FANE

**8<sup>ème</sup> adjoint au Secrétaire à la Culture** : Djakaridia FANE

**Secrétaire au développement** : Konimba FANE

**1<sup>er</sup> adjoint au Secrétaire au développement** : Bakary FANE

**2<sup>ème</sup> adjoint au Secrétaire au développement** : Sékou FANE

**3<sup>ème</sup> adjoint au Secrétaire au développement** : Ousmane FANE

**Secrétaire aux affaires sociales** : Minata FANE

**1<sup>er</sup> adjointe au Secrétaire aux affaires sociales** : Sirantou FANE

**2<sup>ème</sup> adjoint au Secrétaire aux affaires sociales** : Mamadou FANE

**Secrétaire à la promotion féminine** : Mah FANE

**1<sup>ère</sup> adjointe au Secrétaire à la promotion féminine** : Fanta FANE

**2<sup>ème</sup> adjointe au Secrétaire à la promotion féminine** : Lalla FANE

**3<sup>ème</sup> adjointe au Secrétaire à la promotion féminine** : Koudédia FANE

**4<sup>ème</sup> adjointe au Secrétaire à la promotion féminine** : Mamou FANE

**Secrétaire à la promotion de la jeunesse** : Moussa FANE

**1<sup>er</sup> adjoint au Secrétaire à la promotion de la jeunesse** : Amadou O. FANE

**2<sup>ème</sup> adjoint au Secrétaire à la promotion de la jeunesse** : Famory FANE

**3<sup>ème</sup> adjoint au Secrétaire à la promotion de la jeunesse** : Sékou FANE

**Secrétaire à l'éducation** : Modibo A. FANE

**1<sup>er</sup> adjoint au Secrétaire à l'éducation** : Sidiki FANE

**2<sup>ème</sup> adjoint au Secrétaire à l'éducation** : Sayon FANE

**3<sup>ème</sup> adjointe au Secrétaire à l'éducation** : Dounamba FANE

**Commissaire aux comptes** : Mamadou FANE

**Commissaire aux comptes adjoint** : Dramane FANE

**Commissaire aux conflits** : Mamadou FANE

**1<sup>er</sup> adjoint au Commissaire aux conflits** : Aliko A. FANE

**2<sup>ème</sup> adjoint au Commissaire aux conflits** : Oumar FANE

**3<sup>ème</sup> adjoint au Commissaire aux conflits** : Alou FANE

**4<sup>ème</sup> adjoint au Commissaire aux conflits** : Yacouba FANE

**Secrétaire chargé à la création artistique et culturelle** : Sambou FANE

**1<sup>er</sup> adjoint au Secrétaire chargé à la création artistique et culturelle** : Abdou FANE

**2<sup>ème</sup> adjoint au Secrétaire chargé à la création artistique et culturelle** : Ismaël FANE

**3<sup>ème</sup> adjointe au Secrétaire chargé à la création artistique et culturelle** : Fanta FANE

**Secrétaire à la santé et au développement traditionnel** : Ibrahim S. FANE

**1<sup>er</sup> adjoint au Secrétaire à la santé et au développement traditionnel** : Modibo FANE

**2<sup>ème</sup> adjoint au Secrétaire à la santé et au développement traditionnel** : Seydou FANE

**3<sup>ème</sup> adjoint au Secrétaire à la santé et au développement traditionnel** : Moussa FANE

**4<sup>ème</sup> adjoint au Secrétaire à la santé et au développement traditionnel** : Baba FANE

**5<sup>ème</sup> adjoint au Secrétaire à la santé et au développement traditionnel** : Modibo FANE

**6<sup>ème</sup> adjoint au Secrétaire à la santé et au développement traditionnel** : Drissa FANE

**7<sup>ème</sup> adjoint au Secrétaire à la santé et au développement traditionnel** : Moussa FANE

**Secrétaire à l'environnement** : Boubacar FANE

**1<sup>er</sup> adjoint au Secrétaire à l'environnement** : Adama FANE

**2<sup>ème</sup> adjointe au Secrétaire à l'environnement** : Aminata FANE

**3<sup>ème</sup> adjoint au Secrétaire à l'environnement** : Moussa FANE

**4<sup>ème</sup> adjointe au Secrétaire à l'environnement** : Bintou FANE

## BILAN

DEC. 2800

ETAT : MALI

ETABLISSEMENT : BANQUE ATLANTIQUE-MALI

M 2014/ 12/ 31 D0135A B AC0 01 A 3  
 C date d'arrêté CIB LC D F P M

(en millions de F CFA)

POSTE	ACTIF	MONTANTS NETS	
		Exercice N-1	Exercice N
<b>A10</b>	<b>CAISSE</b>	<b>4 479</b>	<b>4 060</b>
<b>A02</b>	<b>CREANCES INTERBANCAIRES</b>	<b>22 899</b>	<b>43 184</b>
A03	- A vue	13 191	19 541
A04	. Banques Centrales	5 786	9 676
A05	. Trésor public, CCP	0	5
A07	. Autres établissements de crédit	7 405	9 860
A08	- A terme	9 709	23 643
<b>B02</b>	<b>CREANCES SUR LA CLIENTELE</b>	<b>113 050</b>	<b>148 516</b>
B10	- Portefeuille d'effets commerciaux	372	6 815
B11	. crédits de campagne		
B12	. crédits ordinaires	372	6 815
B2A	- Autres concours à la clientèle	102 732	131 234
B2C	. crédits de campagne		
B2G	. crédits ordinaires	102 732	131 234
B2N	- Comptes ordinaires débiteurs	9 945	10 467
B50	- Affacturage		
<b>C10</b>	<b>TITRES DE PLACEMENT</b>	<b>25 560</b>	<b>46 203</b>
<b>D1A</b>	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>537</b>	<b>208</b>
<b>D50</b>	<b>CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES</b>		
<b>D20</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>18</b>	<b>12</b>
<b>D22</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>3 122</b>	<b>5 297</b>
<b>E01</b>	<b>ACTIONNAIRES OU ASSOCIES</b>		
<b>C20</b>	<b>AUTRES ACTIFS</b>	<b>2 493</b>	<b>7 406</b>
<b>C6A</b>	<b>COMPTES D'ORDRE ET DIVERS</b>	<b>1 162</b>	<b>742</b>
<b>E90</b>	<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>173 320</b>	<b>255 630</b>

## BILAN

DEC

ETAT : MALI

ETABLISSEMENT : BANQUE ATLANTIQUE

M	2014/ 12/ 31	D0135A	B	AC0	01	A
C	date d'arrêté	CIB	LC	D	F	P

CODES POSTE	PASSIF
<b>F02</b>	<b>DETTES INTERBANCAIRES</b>
<b>F03</b>	<b>- A vue</b>
F05	. Trésor public, CCP
F07	. Autres établissements de crédit
F08	- A terme
<b>G02</b>	<b>DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE</b>
G03	- Comptes d'épargne à vue
G04	- Comptes d'épargne à terme
G05	- Bons de caisse
G06	- Autres dettes à vue
G07	- Autres dettes à terme
<b>H30</b>	<b>DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE</b>
<b>H35</b>	<b>AUTRES PASSIFS</b>
<b>H6A</b>	<b>COMPTES D'ORDRE ET DIVERS</b>
<b>L30</b>	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>
<b>L35</b>	<b>PROVISIONS REGLEMENTÉES</b>
<b>L41</b>	<b>EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNÉS</b>
<b>L10</b>	<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>
<b>L45</b>	<b>FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX</b>
<b>L66</b>	<b>CAPITAL OU DOTATION</b>
<b>L50</b>	<b>PRIMES LIÉES AU CAPITAL</b>
<b>L55</b>	<b>RESERVES</b>
<b>L59</b>	<b>ECARTS A REEVALUATION</b>
<b>L70</b>	<b>REPORT A NOUVEAU (+/-)</b>
<b>L80</b>	<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)</b>

## BILAN

DEC. 2800

ETAT : MALI

ETABLISSEMENT : BANQUE ATLANTIQUE-MALI

M 2014/ 12/ 31 D0135A B AC0 01 A 3  
 C date d'arrêté CIB LC D F P M

(en millions de F CFA)

CODES POSTE	HORS BILAN	MONTANTS	
		Exercice N-1	Exercice N
	<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		
	<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT</b>	<b>8 498</b>	<b>23 051</b>
N1A	En faveur d'établissements de crédit	0	0
N1J	En faveur de la clientèle	<b>8 498</b>	<b>23 051</b>
	<b>ENGAGEMENTS DE GARANTIE</b>	<b>16 272</b>	<b>7 863</b>
N2A	D'ordre d'établissements de crédit	0	0
N2J	D'ordre de la clientèle	16 272	7 863
<b>N3A</b>	<b>ENGAGEMENTS SUR TITRES</b>		
<b>POSTES</b>	<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>	<b>0</b>	
	<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
NIH	Reçus d'établissements de crédit	0	0
	<b>ENGAGEMENTS DE GARANTIE</b>	<b>92 112</b>	<b>238 792</b>
N2H	Reçus d'établissements de crédit	12 852	29 168
N2M	Reçus de la clientèle	79 260	209 624
<b>N3E</b>	<b>ENGAGEMENTS SUR TITRES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>



## COMPTE DE RESULTAT

DEC.

ETABLISSEMENT : BANQUE ATLANTIQUE-MALI

NIF : 087800559

Date d'arrêté 31/12/14

POSTE	CHARGES
<b>R01</b>	<b>INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES</b>
R03	- Intérêts et charges assimilées sur dettes interbancaires
R04	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard de la clientèle
R4D	- Intérêts et charges assimilées sur dettes représentées par un titre
R5Y	- Charges sur Comptes bloqués d'actionnaires ou d'associés et sur emprunts et titres émis subordonnés
R05	- Autres intérêts et charges assimilées
<b>R5E</b>	<b>CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES</b>
<b>R06</b>	<b>COMMISSIONS</b>
<b>R4A</b>	<b>- CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES</b>
R4C	- Charges sur titres de placement
R6A	- Charges sur opérations de change
R6F	- Charges sur opérations de hors bilan
<b>R6U</b>	<b>CHARG DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>
<b>R8G</b>	<b>ACHATS DE MARCHANDISES</b>
<b>R8J</b>	<b>STOCKS VENDUS</b>
<b>R8L</b>	<b>VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES</b>
<b>S01</b>	<b>FRAIS GENERAUX D'EXPLOITATION</b>
S02	- Frais de personnel
S05	- Autres frais généraux
<b>T51</b>	<b>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS</b>
<b>T6A</b>	<b>SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR</b>

COMPTE DE RESULTAT

DEC. 2880

ETABLISSEMENT : BANQUE ATLANTIQUE-MALI

NIF : 087800559

Date d'arrêté 31/12/14

(en F CFA)

POSTE	PRODUITS	MONTANTS	
		N-1	N
<b>V01</b>	<b>INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES</b>	<b>8 021</b>	<b>9 650</b>
V03	- Intérêts et produits assimilés sur créances interbancaires	93	815
V04	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle	7 923	8 835
V51	- Produits et profits sur prêts et titres subordonnés	6	0
V5F	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement		
V05	- Autres intérêts et produits assimilés	0	0
<b>V5G</b>	<b>PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES</b>		
<b>V06</b>	<b>COMMISSIONS</b>	<b>2 995</b>	<b>5 069</b>
<b>V4A</b>	<b>PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES</b>	<b>3 864</b>	<b>3 153</b>
V4C	- Produits sur titres de placement	1 344	1 813
V4Z	- Dividendes et produits assimilés		
V6A	- Produits sur opérations de change	1 663	960
V6F	- Produits sur opérations de hors bilan	857	379
<b>V6T</b>	<b>PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>93</b>	<b>664</b>
<b>V8B</b>	<b>MARGES COMMERCIALES</b>		
<b>V8C</b>	<b>VENTES DE MARCHANDISES</b>		
<b>V8D</b>	<b>VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES</b>		
<b>W4R</b>	<b>PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION</b>	<b>14</b>	<b>14</b>
<b>X51</b>	<b>REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>X6A</b>	<b>SOLDE EN BENEFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>X01</b>	<b>EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX</b>		<b>0</b>
<b>X80</b>	<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>24</b>	<b>25</b>
<b>X81</b>	<b>PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS</b>	<b>193</b>	<b>82</b>
<b>X83</b>	<b>PERTE DE L'EXERCICE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>X85</b>	<b>TOTAL</b>	<b>15 205</b>	<b>18 657</b>